

## WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2012 — 487

[C – 2009/15046]

10 FEBRUARI 2009. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, en met de Slotakte, gedaan te Brussel op 25 juli 2007 (1) (2)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** De Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, en de Slotakte, gedaan te Brussel op 25 juli 2007, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 februari 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
K. DE GUCHT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK—  
Nota's(1) *Zitting 2008-2009.*

Senaat.

*Documenten.* — Ontwerp van wet ingediend op 22 oktober 2008, nr. 4-978/1. — Verslag, nr. 4-978/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en stemming : vergadering van 4 december 2008.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Documenten.* — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 52-1652/1. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 52-1652/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en stemming : vergadering van 29 januari 2009.

(2) Zie het decreet van de Vlaamse Gemeenschap/het Vlaamse Gewest van 20 juni 2008 (*Belgisch Staatsblad* van 29 augustus 2008 - Ed. 2), het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 januari 2010 (*Belgisch Staatsblad* van 29 maart 2010 - Ed. 1), het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 11 mei 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 9 juli 2009 - Ed. 1), het decreet van het Waalse Gewest van 4 februari 2010 (*Belgisch Staatsblad* 25 februari 2010 - Ed. 1), de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 februari 2010 (*Belgisch Staatsblad* van 15 februari 2010 - Ed. 1), de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 februari 2010 (*Belgisch Staatsblad* van 17 februari 2010 - Ed. 2).

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2012 — 487

[C – 2009/15046]

10 FEVRIER 2009. — Loi portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen, et à l'Acte final, faits à Bruxelles le 25 juillet 2007 (1) (2)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** L'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen, et l'Acte final, faits à Bruxelles le 25 juillet 2007, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 février 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
K. DE GUCHT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK—  
Notes(1) *Session 2008-2009.*

Sénat.

*Documents.* — Projet de loi déposé le 22 octobre 2008, n° 4-978/1. — Rapport, n° 4-978/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion et vote : séance du 4 décembre 2008.

Chambre des représentants.

*Documents.* — Projet transmis par le Sénat, n° 52-1652/1. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 52-1652/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion et vote : séance du 29 janvier 2009.

(2) Voir aussi le décret de la Communauté flamande/la Région flamande du 20 juin 2008 (*Moniteur belge* du 29 août 2008 - Ed. 2), le décret de la Communauté française du 29 janvier 2010 (*Moniteur belge* du 29 mars 2010 - Ed. 1), le décret de la Communauté germanophone du 11 mai 2009 (*Moniteur belge* du 9 juillet 2009 - Ed. 1), le décret de la Région wallonne du 4 février 2010 (*Moniteur belge* du 25 février 2010 - Ed. 1), l'ordonnance de la Région Bruxelles-Capitale du 4 février 2010 (*Moniteur belge* du 15 février 2010 - Ed. 1), l'ordonnance de la Commission communautaire commune de la Région Bruxelles-Capitale du 4 février 2010 (*Moniteur belge* du 17 février 2010 - Ed. 2).

**Accord relatif a la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen**

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE,  
LE ROYAUME DE BELGIQUE,  
LA REPUBLIQUE TCHEQUE,  
LE ROYAUME DE DANEMARK,  
LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE,  
LA REPUBLIQUE D'ESTONIE,  
L'IRLANDE,  
LA REPUBLIQUE HELLENIQUE,  
LE ROYAUME D'ESPAGNE,  
LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,  
LA REPUBLIQUE ITALIENNE,  
LA REPUBLIQUE DE CHYPRE,  
LA REPUBLIQUE DE LETTONIE,  
LA REPUBLIQUE DE LITUANIE,  
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG,  
LA REPUBLIQUE DE HONGRIE,  
MALTE,  
LE ROYAUME DES PAYS-BAS,  
LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE,  
LA REPUBLIQUE DE POLOGNE,  
LA REPUBLIQUE PORTUGAISE,  
LA REPUBLIQUE DE SLOVENIE,  
LA REPUBLIQUE SLOVAQUE,  
LA REPUBLIQUE DE FINLANDE,  
LE ROYAUME DE SUEDE,  
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,  
ci-après dénommés « Etats membres de la CE »,  
L'ISLANDE,  
LA PRINCIPAUTE DE LIECHTENSTEIN,  
LE ROYAUME DE NORVEGE,  
ci-après dénommés « Etats de l'AELE »,  
ci-après conjointement dénommés « parties contractantes actuelles »,  
et  
LA REPUBLIQUE DE BULGARIE,  
LA ROUMANIE,

Considérant que le traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne (ci-après dénommé « traité d'adhésion ») a été signé à Luxembourg le 25 avril 2005;

Considérant que, conformément à l'article 128 de l'accord sur l'Espace économique européen, signé à Porto le 2 mai 1992, tout Etat européen demande, s'il devient membre de la Communauté, à devenir partie audit accord (ci-après dénommé « accord EEE »);

Considérant que la République de Bulgarie et la Roumanie ont demandé à devenir parties contractantes à l'accord EEE;

Considérant que les conditions et modalités de cette participation doivent faire l'objet d'un accord entre les parties contractantes actuelles et les Etats requérants,

Ont décidé de conclure l'accord suivant :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

1. La République de Bulgarie et la Roumanie deviennent parties contractantes à l'accord EEE et sont ci-après dénommées « nouvelles parties contractantes ».

2. A compter de l'entrée en vigueur du présent accord, les dispositions de l'accord EEE, modifiées par les décisions du Comité mixte de l'EEE adoptées avant le 1<sup>er</sup> octobre 2004, sont contraignantes pour les nouvelles parties contractantes de la même manière que pour les parties contractantes actuelles et suivant les conditions et modalités fixées par le présent accord.

3. Les annexes du présent accord font partie intégrante de celui-ci.

## ARTICLE 2

## 1. ADAPTATIONS A APPORTER AU TEXTE DE L'ACCORD EEE

## a) Préambule

La liste des parties contractantes est remplacée par le texte suivant :

« LA COMMUNAUTE EUROPEENNE,  
LE ROYAUME DE BELGIQUE,  
LA REPUBLIQUE DE BULGARIE,  
LA REPUBLIQUE TCHEQUE,  
LE ROYAUME DE DANEMARK,  
LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE,  
LA REPUBLIQUE D'ESTONIE,  
L'IRLANDE,  
LA REPUBLIQUE HELLENIQUE,  
LE ROYAUME D'ESPAGNE,  
LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,  
LA REPUBLIQUE ITALIENNE,  
LA REPUBLIQUE DE CHYPRE,  
LA REPUBLIQUE DE LETTONIE,  
LA REPUBLIQUE DE LITUANIE,  
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG,  
LA REPUBLIQUE DE HONGRIE,  
MALTE,  
LE ROYAUME DES PAYS-BAS,  
LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE,  
LA REPUBLIQUE DE POLOGNE,  
LA REPUBLIQUE PORTUGAISE,  
LA ROUMANIE,  
LA REPUBLIQUE DE SLOVENIE,  
LA REPUBLIQUE SLOVAQUE,  
LA REPUBLIQUE DE FINLANDE,  
LE ROYAUME DE SUEDE,  
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,  
et  
L'Islande,  
LA PRINCIPAUTE DE LIECHTENSTEIN,  
LE ROYAUME DE NORVEGE »;

## b) Article 2

i) Au point *b*), les termes « la République d' » sont supprimés;

ii) Le texte suivant est ajouté après le point *d*) :

« *e* » « Acte d'adhésion du 25 avril 2005 », l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, adopté à Luxembourg le 25 avril 2005;

*f*) « Protocole d'adhésion du 25 avril 2005 », le protocole relatif aux conditions et modalités d'admission à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie, adopté à Luxembourg le 25 avril 2005. »;

## c) Article 117

L'article 117 est remplacé par le texte suivant :

« Article 117

Les dispositions régissant les mécanismes financiers sont définies dans les protocoles 38 et 38*bis* et dans l'addendum au protocole 38*bis*. »;

## d) Article 126

Au paragraphe 1<sup>er</sup>, les termes « la République d' » sont supprimés;

## e) Article 129

i) Au paragraphe 1<sup>er</sup>, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant :

« A la suite de l'élargissement de l'Espace économique européen, les versions du présent accord en langues bulgare, estonienne, hongroise, lettone, lituanienne, maltaise, polonaise, roumaine, slovaque, slovène et tchèque font également foi. »;

ii) Au paragraphe 1<sup>er</sup>, le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Les textes des actes auxquels il est fait référence dans les annexes font également foi en langues allemande, anglaise, bulgare, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque tels qu'ils sont publiés au *Journal officiel de l'Union européenne*, et ces actes sont rédigés, pour leur authentification, en langues islandaise et norvégienne et publiés dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*. »

## 2. ADAPTATIONS A APPORTER AUX PROTOCOLES DE L'ACCORD EEE

a) Le protocole 4 relatif aux règles d'origine est modifié comme suit :

i) A l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, la référence aux nouvelles parties contractantes est supprimée.

ii) L'annexe IVa (texte de la déclaration sur facture) est modifiée comme suit :

aa) Le texte suivant est inséré avant la version espagnole du texte de la déclaration sur facture :

« Version bulgare

Износителят на продуктите, обхванати от този документ (митническо разрешение № ... (1)) декларира, че освен където е отбелязано друго, тези продукти са с преференциален произход ... (2).";

bb) Le texte suivant est inséré avant la version slovène du texte de la déclaration sur facture :

« Version roumaine

Exportatorul produselor ce fac obiectul acestui document (autorizația vamală nr. ... (1)) declară că, exceptând cazul în care în mod expres este indicat altfel, aceste produse sunt de origine preferențială ... (2).";

iii) L'annexe IVb (texte de la déclaration sur facture EUR-MED) est modifiée comme suit :

aa) Le texte suivant est inséré avant la version espagnole du texte de la déclaration sur facture EUR-MED :

« Version bulgare

Износителят на продуктите, обхванати от този документ (митническоразрешение № ... (1)) декларира, че освен където е отбелязано друго, тези продукти са с преференциален произход ... (2).

— cumulation applied with YYY.. (nom du pays/des pays)

— no cumulation applied (3) »;

bb) Le texte suivant est inséré avant la version slovène du texte de la déclaration sur facture EUR-MED :

« Version roumaine

Exportatorul produselor ce fac obiectul acestui document (autorizația vamală nr. ... (1)) declară că, exceptând cazul în care în mod expres este indicat altfel, aceste produse sunt de origine preferențială ... (2).

— cumulation applied with ..... (nom du pays/des pays)

— no cumulation applied (3) »;

b) Le protocole 38bis est modifié comme suit :

A l'article 4, paragraphe 3, le terme « examine » est remplacé par le terme « peut examiner ».

c) Le texte suivant est ajouté au protocole 38bis :

« Addendum au protocole 38bis

CONCERNANT LE MECANISME FINANCIER

APPLICABLE A LA REPUBLIQUE DE BULGARIE ET A LA ROUMANIE

ARTICLE 1<sup>er</sup>

1. Le protocole 38bis s'applique, mutatis mutandis, à la République de Bulgarie et à la Roumanie.

2. Nonobstant le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'article 6 du protocole 38bis ne s'applique pas. Aucune réaffectation vers un autre Etat bénéficiaire ne s'applique dans le cas de crédits non engagés de la part de la Bulgarie et de la Roumanie.

3. Nonobstant le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'article 7 du protocole 38bis ne s'applique pas.

4. Nonobstant le paragraphe 1<sup>er</sup>, les contributions versées à des organisations non gouvernementales et aux partenaires sociaux peuvent représenter jusqu'à 90 % du coût des projets.

## ARTICLE 2

Les montants supplémentaires de la contribution financière en faveur de la République de Bulgarie et de la Roumanie s'élèvent à 21,5 millions EUR pour la République de Bulgarie et à 50,5 millions EUR pour la Roumanie au cours de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 30 avril 2009 inclus. Ils sont mis à disposition à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ou d'un accord visant à appliquer cet accord à titre provisoire, et sont accordés en une seule tranche en 2007 à des fins d'engagement. »

a) Le texte du protocole 44 est remplacé par le texte suivant :

« CONCERNANT LES MECANISMES DE SAUVEGARDE PREVUS  
POUR LES ELARGISSEMENTS DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN

1. Application de l'article 112 de l'accord à la clause de sauvegarde économique générale et aux mécanismes de sauvegarde contenus dans certaines dispositions provisoires applicables dans le domaine de la libre circulation des personnes et du transport routier.

L'article 112 de l'accord s'applique également aux situations spécifiées ou visées par :

a) les dispositions de l'article 37 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 et de l'article 36 de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005, et

b) les mécanismes de sauvegarde contenus dans les dispositions provisoires sous les titres « Période de transition » de l'annexe V (Libre circulation des travailleurs) et de l'annexe VIII (Droit d'établissement), le point 30 (Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil) de l'annexe XVIII (Santé et sécurité au travail, droit du travail et égalité de traitement des hommes et des femmes) et le point 26c (Règlement (CEE) n° 3118/93 du Conseil) de l'annexe XIII (Transport), pour les mêmes durées, les mêmes champs d'application et avec les mêmes effets que ceux énoncés dans ces dispositions.

#### 2. Clause de sauvegarde concernant le marché intérieur

La procédure générale de prise de décision prévue par l'accord s'applique également aux décisions prises par la Commission des Communautés européennes en application de l'article 38 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 et de l'article 37 de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005. »

#### ARTICLE 3

1. Toutes les modifications apportées aux actes adoptés par les institutions communautaires intégrés dans l'accord EEE qui découlent de l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne ou, le cas échéant, du protocole relatif aux conditions et modalités d'admission à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie, sont intégrées dans l'accord EEE et en font partie intégrante.

2. A cet effet, le tiret suivant est inséré aux points des annexes et protocoles de l'accord EEE contenant les références aux actes adoptés par les institutions communautaires concernées :

« B 1 2005 SA : acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, adopté le 25 avril 2005 (JO L 157 du 21.6.2005, p. 203). »

3. En cas d'adoption du traité établissant une Constitution pour l'Europe, le tiret suivant remplace le tiret visé au paragraphe 2 dès l'entrée en vigueur dudit traité :

« B 1 2005 SP : protocole relatif aux conditions et modalités d'admission de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, adopté le 25 avril 2005 (JO L 157 du 21.6.2005, p. 29). »

4. Si le tiret visé au paragraphe 2 ou 3 est le premier tiret du point en question, il est précédé des mots « , modifié par : » ou « , modifiée par : », selon le cas.

5. L'annexe A du présent accord énumère les points des annexes et protocoles de l'accord EEE dans lesquels le texte visé aux paragraphes 2, 3 et 4 est inséré.

6. Lorsqu'en raison de la participation des nouvelles parties contractantes, des actes intégrés à l'accord EEE avant la date d'entrée en vigueur du présent accord nécessitent des adaptations qui ne sont pas prévues par le présent accord, celles-ci sont apportées conformément aux procédures arrêtées dans l'accord EEE.

#### ARTICLE 4

1. Les dispositions contenues dans l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne visées à l'annexe B du présent accord sont intégrées dans l'accord EEE et en font partie intégrante.

2. En cas d'adoption du traité établissant une Constitution pour l'Europe, les dispositions visées à l'annexe B s'entendent comme découlant du protocole relatif aux conditions et modalités d'admission de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne dès l'entrée en vigueur dudit traité.

3. Toute disposition présentant un intérêt pour l'accord EEE visée dans l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne ou adoptée sur la base de cet acte, ou, le cas échéant, dans le protocole relatif aux conditions et modalités d'admission de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne ou adoptée sur la base de ce protocole mais non mentionnée dans l'annexe B du présent accord, est soumise aux procédures arrêtées dans l'accord EEE.

#### ARTICLE 5

Toute partie au présent accord peut soumettre au Comité mixte de l'EEE toute question relative à l'interprétation ou à l'application de l'accord. Le comité l'examine en vue de trouver une solution acceptable permettant de préserver le bon fonctionnement de l'accord EEE.

#### ARTICLE 6

1. Le présent accord est ratifié ou approuvé par les parties contractantes actuelles et les nouvelles parties contractantes conformément à leurs propres procédures. Les instruments de ratification ou d'approbation sont déposés auprès du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne.

2. Il entre en vigueur le jour suivant le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation d'une partie contractante actuelle ou d'une nouvelle partie contractante, sous réserve que les accords et protocoles connexes suivants entrent en vigueur le même jour :

a) accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Bulgarie;

b) accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Roumanie;

c) protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Islande consécutif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne; et

d) protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège consécutif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne.

#### ARTICLE 7

Le présent accord, rédigé en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, bulgare, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise, tchèque, islandaise et norvégienne, chacun de ces textes faisant également foi, est déposé auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, qui en remet une copie certifiée conforme au gouvernement de chacune des parties au présent accord.

Fait à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept.

## Annexe A

Liste visée à l'article 3 de l'accord

## PARTIE I

Actes visés dans l'accord EEE modifié par l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne et, la cas échéant, par le protocole relatif aux conditions et modalités de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

Les tirets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 3, sont insérés à l'endroit suivant dans les annexes et protocoles de l'accord EEE :

A l'annexe II (Réglementations techniques, normes, essais et certification), chapitre XXVII (Boissons spiritueuses) :

— Point 1 (Règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil);

— Point 3 (Règlement (CEE) n° 1601/91 du Conseil).

A l'annexe XIII (Transports) :

— Point 19 (Directive 96/26/CE du Conseil).

A l'annexe XVII (Propriété intellectuelle) :

— Point 6 (Règlement (CEE) n° 1768/92 du Conseil);

— Point 6a (Règlement (CE) n° 1610/96 du Parlement européen et du Conseil).

## PARTIE II

## AUTRES MODIFICATIONS AUX ANNEXES DE L'ACCORD EEE

Les modifications suivantes sont apportées aux annexes de l'accord EEE :

Annexe V (Libre circulation des travailleurs) :

1) Au point 3 (Directive 68/360/CEE du Conseil), l'adaptation e) ii) est remplacée par le texte suivant :

« ii) la note en bas de page est remplacée par le texte suivant :

« Allemand(s), autrichien(s), belge(s), britannique(s), bulgare(s), chypriote(s), danois, espagnol(s), estonien(s), finlandais, français, grec(s), hongrois, irlandais, islandais, italien(s), letton(s), liechtensteinois, lituanien(s), luxembourgeois, maltais, néerlandais, norvégien(s), polonais, portugais, roumain(s), slovaque(s), slovène(s), suédois et tchèque(s), selon le pays qui délivre la carte. ».

## Annexe B

Liste visée à l'article 4 de l'accord

Les annexes de l'accord EEE sont modifiées comme suit :

Annexe II (Réglementations techniques, normes, essais et certification) :

1) Au chapitre XV, point 12a, le texte suivant est inséré après le texte relatif aux dispositions provisoires (Directive 91/414/CEE du Conseil) :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Roumanie (annexe VII, chapitre 5, section B, partie II) sont applicables. »;

2) Au chapitre XVII, point 7, le texte suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation (Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil) :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 10, section B, point 2) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section B, point 2) sont applicables. »;

3) Au chapitre XVII, point 8 (Directive 94/63/CE du Parlement européen et du Conseil), le texte suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 10, section A, point 1) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section A) sont applicables. »;

4) Au chapitre XXV, point 3 (Directive 2001/37/CE du Parlement européen et du Conseil), le texte suivant est inséré avant le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 7) sont applicables. ».

Annexe V (Libre circulation des travailleurs) :

Sous l'intitulé « PERIODE DE TRANSITION », le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 1<sup>er</sup>) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 1<sup>er</sup>) sont applicables.

En ce qui concerne les mécanismes de sauvegarde mentionnés dans les dispositions provisoires visées aux paragraphes précédents, à l'exception des dispositions relatives à Malte, LE PROTOCOLE 44 CONCERNANT LES MECANISMES DE SAUVEGARDE PREVUS POUR LES ELARGISSEMENTS DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN est applicable. »

Annexe VIII (Droit d'établissement) :

Sous l'intitulé « PERIODE DE TRANSITION », le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 1<sup>er</sup>) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 1<sup>er</sup>) sont applicables.

En ce qui concerne les mécanismes de sauvegarde mentionnés dans les dispositions provisoires visées aux paragraphes précédents, à l'exception des dispositions relatives à Malte, LE PROTOCOLE 44 CONCERNANT LES MECANISMES DE SAUVEGARDE PREVUS POUR LES ELARGISSEMENTS DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN est applicable. »

Annexe IX (Services financiers) :

Au point 30c (Directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil), le texte suivant est ajouté :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 2) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 2) sont applicables. »

Annexe XI (Services de télécommunication) :

Au point 5cm (Directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil), l'alinéa suivant est inséré avant le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 9) sont applicables. ».

Annexe XII (Libre circulation des capitaux) :

L'alinéa suivant est inséré après le texte figurant sous l'intitulé « PERIODE DE TRANSITION » :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 3) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 3) sont applicables. ».

Annexe XIII (Transports) :

1) Au point 15a (Directive 96/53/CE du Conseil), le texte suivant est ajouté :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 5, point 3) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 6, point 2) sont applicables. »;

2) Au point 18a (Directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil), le texte suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Roumanie (annexe VII, chapitre 6, point 3) sont applicables. »;

3) Au point 19 (Directive 96/26/CE du Conseil), l'alinéa suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 5, point 2) sont applicables. »;

4) Au point 26c (Règlement (CEE) n° 3118/93 du Conseil), le deuxième alinéa, concernant les dispositions provisoires, est remplacé par le texte suivant :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 5, point 1) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 6, point 1) sont applicables. »

En ce qui concerne les mécanismes de sauvegarde mentionnés dans les dispositions provisoires visées aux paragraphes précédents, LE PROTOCOLE 44 CONCERNANT LES MECANISMES DE SAUVEGARDE PREVUS POUR LES ELARGISSEMENTS DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN est applicable. »

Annexe XV (Aides d'Etat) :

1) L'alinéa suivant est ajouté à la fin des « ADAPTATIONS SECTORIELLES » :

« Les dispositions relatives aux régimes actuels d'aide, énoncées au chapitre 2 (politique de concurrence) de l'annexe V de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005, s'appliquent entre les parties contractantes. »;

2) L'alinéa suivant est inséré avant l'intitulé « ACTES AUXQUELS IL EST FAIT REFERENCE » :

« PERIODE DE TRANSITION

Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Roumanie (annexe VII, chapitre 4) sont applicables. ».

Annexe XVII (Propriété intellectuelle) :

Le texte suivant est ajouté sous l'intitulé « ADAPTATIONS SECTORIELLES » :

« Le mécanisme spécifique prévu au chapitre 1<sup>er</sup> (droit des sociétés) de l'annexe V de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 s'applique entre les parties contractantes. »

Annexe XVIII (Santé et sécurité au travail, droit du travail et égalité de traitement des hommes et des femmes) :

Au point 30 (Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil), le deuxième alinéa, concernant les dispositions provisoires, est remplacé par le texte suivant :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 1<sup>er</sup>) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 1<sup>er</sup>) sont applicables. »

En ce qui concerne les mécanismes de sauvegarde mentionnés dans les dispositions provisoires visées aux paragraphes précédents, LE PROTOCOLE 44 CONCERNANT LES MECANISMES DE SAUVEGARDE PREVUS POUR LES ELARGISSEMENTS DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN est applicable. »

Annexe XX (Environnement) :

1) Au point 1f (Directive 96/61/CE du Conseil), l'alinéa suivant est ajouté :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 10, section D, point 1) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section D, point 1) sont applicables. »;

2) Au point 7a (Directive 98/83/CE du Conseil), l'alinéa suivant est ajouté :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section C, point 5) sont applicables. »;

3) Au point 9 (Directive 83/513/CEE du Conseil), l'alinéa suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section C, point 1) sont applicables. »;

4) Au point 10 (Directive 84/156/CEE du Conseil), l'alinéa suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section C, point 1) sont applicables. »;

5) Au point 11 (Directive 84/491/CEE du Conseil), l'alinéa suivant est inséré avant le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section C, point 2) sont applicables. »;

6) Au point 12 (Directive 86/280/CEE du Conseil), l'alinéa suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section C, point 3) sont applicables. »;

7) Au point 13 (Directive 91/271/CEE du Conseil), l'alinéa suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 10, section C) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section C, point 4) sont applicables. »;

8) Au point 19a (Directive 2001/80/CEE du Parlement européen et du Conseil), l'alinéa suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 10, section D, point 2) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section D, point 3) sont applicables. »;

9) Au point 21ad (Directive 1999/32/CE du Conseil), l'alinéa suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 10, section A, point 2) sont applicables. »

10) Au point 32c (Règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil), l'alinéa suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 10, section B, point 1) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section B, point 1) sont applicables. »;

11) Au point 32d (Directive 1999/31/CE du Conseil), l'alinéa suivant est ajouté :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 10, section B, point 3) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section B, point 3) sont applicables. »;

12) Au point 32f (Directive 2000/76/CE du Parlement européen et du Conseil), l'alinéa suivant est inséré avant le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section D, point 2) sont applicables. »;

13) Au point 32fa (Directive 2002/96/CE du Parlement européen et du Conseil), l'alinéa suivant est inséré entre le texte relatif aux dispositions provisoires et le texte de l'adaptation :

« Les dispositions provisoires énoncées dans les annexes de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005 ou, le cas échéant, du protocole d'adhésion du 25 avril 2005 en ce qui concerne la Bulgarie (annexe VI, chapitre 10, section B, point 4) et la Roumanie (annexe VII, chapitre 9, section B, point 4) sont applicables. »



## ACTE FINAL

Les plénipotentiaires

DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, ci-après dénommée « la Communauté »,  
et

DU ROYAUME DE BELGIQUE,  
DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE,  
DU ROYAUME DE DANEMARK,  
DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE,  
DE LA REPUBLIQUE D'ESTONIE,  
D'IRLANDE,  
DE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE,  
DU ROYAUME D'ESPAGNE,  
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,  
DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE,  
DE LA REPUBLIQUE DE CHYPRE,  
DE LA REPUBLIQUE DE LETTONIE,  
DE LA REPUBLIQUE DE LITUANIE,  
DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG,  
DE LA REPUBLIQUE DE HONGRIE,  
DE MALTE,  
DU ROYAUME DES PAYS-BAS,  
DE LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE,  
DE LA REPUBLIQUE DE POLOGNE,  
DE LA REPUBLIQUE PORTUGAISE,  
DE LA REPUBLIQUE DE SLOVENIE,  
DE LA REPUBLIQUE SLOVAQUE,  
DE LA REPUBLIQUE DE FINLANDE,  
DU ROYAUME DE SUEDE,  
DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties contractantes au traité instituant la COMMUNAUTE EUROPEENNE, ci-après dénommées « les  
Etats membres de la Communauté », et

les plénipotentiaires

D'ISLANDE,  
DE LA PRINCIPAUTE DE LIECHTENSTEIN,  
DU ROYAUME DE NORVEGE,  
ci-après dénommés « les Etats de l'AELE »,

tous parties contractantes à l'accord sur l'Espace économique européen conclu à Porto le 2 mai 1992,  
ci-après dénommé « l'accord EEE », ci-après dénommées conjointement « les parties contractantes  
actuelles », et

les plénipotentiaires

DE LA REPUBLIQUE DE BULGARIE,  
DE LA ROUMANIE,

ci-après dénommées « les nouvelles parties contractantes »,

réunis à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept, pour la signature de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen, ont arrêté les textes suivants :

I. Accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen (ci-après dénommé « l'accord »).

II. Les textes énumérés ci-après, qui sont annexés à l'accord :

Annexe A : Liste visée à l'article 3 de l'accord;

Annexe B : Liste visée à l'article 4 de l'accord.

Les plénipotentiaires des parties contractantes actuelles et ceux des nouvelles parties contractantes ont adopté les déclarations communes énumérées ci-après et annexées au présent acte final :

1. Déclaration commune relative à la ratification rapide de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen;
2. Déclaration commune relative à la date d'expiration des dispositions provisoires;
3. Déclaration commune concernant l'application des règles d'origine après l'entrée en vigueur de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen;
4. Déclaration commune sur les échanges de produits agricoles et de produits agricoles transformés;

5. Déclaration commune sur l'adaptation sectorielle du Liechtenstein dans le domaine de la libre circulation des personnes;

6. Déclaration commune sur les secteurs prioritaires mentionnés dans le protocole 38*bis*;

7. Déclaration commune sur les contributions financières.

Les plénipotentiaires des parties contractantes actuelles et ceux des nouvelles parties contractantes ont pris note des déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte final :

1. Déclaration commune générale des Etats de l'AELE;

2. Déclaration commune des Etats de l'AELE sur la libre circulation des travailleurs;

3. Déclaration unilatérale du gouvernement du Liechtenstein relative à l'addendum au protocole 38*bis*.

Ils sont, en outre, convenus que, au plus tard à l'entrée en vigueur de l'accord, l'accord EEE, modifié par le protocole portant adaptation de l'accord EEE et l'intégralité des textes de chacune des décisions du Comité mixte de l'EEE doivent être établis et authentifiés par les représentants des parties contractantes actuelles et ceux des nouvelles parties contractantes en langues bulgare et roumaine.

Ils prennent note de l'accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Bulgarie, qui est annexé au présent acte final.

Ils prennent également note de l'accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Roumanie, qui est annexé au présent acte final.

Ils prennent, par ailleurs, note du protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Islande, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, qui est annexé au présent acte final.

Ils prennent, en outre, note du protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, qui est également annexé au présent acte final.

Ils soulignent que les accords et les protocoles susmentionnés ont été convenus en partant de l'hypothèse que la participation à l'Espace économique européen reste inchangée.

Fait à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept.

DECLARATIONS COMMUNES DES PARTIES CONTRACTANTES ACTUELLES  
ET DES NOUVELLES PARTIES CONTRACTANTES A L'ACCORD

DECLARATION COMMUNE RELATIVE A LA RATIFICATION RAPIDE DE L'ACCORD  
SUR LA PARTICIPATION DE LA REPUBLIQUE DE BULGARIE ET DE LA ROUMANIE  
A L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN

Les parties contractantes actuelles et les nouvelles parties contractantes soulignent l'importance d'une ratification ou d'une approbation rapides de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen par les parties contractantes actuelles et les nouvelles parties contractantes conformément à leurs règles constitutionnelles respectives pour assurer le bon fonctionnement de l'Espace économique européen.

DECLARATION COMMUNE  
RELATIVE A LA DATE D'EXPIRATION  
DES DISPOSITIONS PROVISOIRES

Les dispositions provisoires du traité d'adhésion sont reprises dans l'accord EEE et prennent fin à la date à laquelle elles seraient venues à expiration si l'élargissement de l'Union européenne et celui de l'EEE avaient eu lieu simultanément le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

DECLARATION COMMUNE CONCERNANT L'APPLICATION DES REGLES D'ORIGINE APRES L'ENTREE EN  
VIGUEUR DE L'ACCORD SUR LA PARTICIPATION DE LA REPUBLIQUE DE BULGARIE ET DE LA  
ROUMANIE A L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN

1. La preuve de l'origine régulièrement délivrée par un Etat de l'AELE ou une nouvelle partie contractante dans le cadre d'un accord préférentiel conclu entre les Etats de l'AELE et la nouvelle partie contractante ou de dispositions nationales unilatérales en vigueur dans un Etat de l'AELE ou une nouvelle partie contractante est considérée comme étant la preuve de l'origine préférentielle de l'EEE, à condition que :

a) la preuve de l'origine et les documents de transport aient été émis au plus tard le jour précédant la date d'adhésion de la nouvelle partie contractante à l'Union européenne;

b) la preuve de l'origine soit produite aux autorités douanières au plus tard quatre mois après l'entrée en vigueur de l'accord.

Lorsque des marchandises ont été déclarées pour l'importation, à partir d'un Etat de l'AELE ou d'une nouvelle partie contractante, dans une nouvelle partie contractante ou un Etat de l'AELE avant la date d'adhésion de la nouvelle partie contractante à l'Union européenne, dans le cadre d'accords préférentiels en vigueur entre un Etat de l'AELE et une nouvelle partie contractante, la preuve de l'origine délivrée rétroactivement dans le cadre de ces dispositions peut également être acceptée dans les Etats de l'AELE ou les nouvelles parties contractantes à condition qu'elle soit présentée aux autorités douanières au plus tard quatre mois après l'entrée en vigueur de l'accord.

2. Les Etats de l'AELE, d'une part, et la République de Bulgarie et la Roumanie, d'autre part, sont autorisés à maintenir les autorisations par lesquelles le statut d'« exportateur agréé » a été octroyé dans le cadre d'accords conclus entre les Etats de l'AELE, d'une part, et la République de Bulgarie ou la Roumanie, d'autre part, à condition que les exportateurs agréés appliquent les règles d'origine de l'EEE.

Les Etats de l'AELE et la République de Bulgarie et la Roumanie sont tenus de remplacer ces autorisations par de nouvelles autorisations délivrées aux conditions fixées dans le protocole 4 de l'accord sur l'Espace économique européen, au plus tard un an après la date d'entrée en vigueur de l'accord.

3. Les demandes de contrôle a posteriori des preuves de l'origine délivrées dans le cadre des accords préférentiels et des dispositions visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus sont acceptées par les autorités compétentes des Etats de l'AELE et des nouvelles parties contractantes pendant une période de trois ans après la délivrance de la preuve de l'origine concernée et peuvent être présentées par ces autorités pendant une période de trois ans après l'acceptation de la preuve de l'origine.

DECLARATION COMMUNE  
SUR LES ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES  
ET DE Produits AGRICOLES TRANSFORMES

1. Dans le cadre des négociations sur l'élargissement de l'EEE, des consultations ont eu lieu entre les parties contractantes actuelles et les nouvelles parties contractantes pour examiner la nécessité d'adapter les concessions commerciales bilatérales sur les produits agricoles et les produits agricoles transformés dans les parties concernées de l'accord EEE ou les accords bilatéraux concernés entre la Communauté européenne et l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, respectivement, à la lumière de l'élargissement de l'Union européenne.

2. Les parties contractantes actuelles et les nouvelles parties contractantes ont examiné produit par produit les conditions d'accès au marché et sont convenues qu'aucune concession commerciale supplémentaire concernant les produits agricoles ou les produits agricoles transformés ne sera ajoutée aux accords existants dans le cadre de l'élargissement.

3. Les parties contractantes actuelles et les nouvelles parties contractantes sont convenues que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège s'engagent à ne revendiquer, demander ou renvoyer, ni modifier ou retirer aucune concession en vertu des articles XXIV.6 et XXVIII du GATT de 1994 concernant les produits agricoles, en liaison avec cet élargissement de l'Union européenne.

DECLARATION COMMUNE SUR L'ADAPTATION SECTORIELLE DU LIECHTENSTEIN  
DANS LE DOMAINE DE LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Les parties contractantes actuelles et les nouvelles parties contractantes :

— se référant aux adaptations sectorielles pour le Liechtenstein dans le domaine de la libre circulation des personnes introduites par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 191/1999 et modifiées par l'accord sur la participation de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Espace économique européen du 14 octobre 2003,

— observant la forte demande actuelle émanant de ressortissants des Etats membres de la CE et des Etats de l'AELE visant à obtenir le droit de séjour au Liechtenstein, qui dépasse le taux d'immigration net défini dans le régime susmentionné,

— considérant que la participation de la Bulgarie et de la Roumanie à l'EEE entraîne pour un nombre plus important de ressortissants le droit d'invoquer la libre circulation des personnes telle qu'elle figure dans l'accord EEE, conviennent de tenir dûment compte de cette situation de fait ainsi que de la capacité d'absorption inchangée du Liechtenstein lors de l'examen des adaptations sectorielles prévues aux annexes V et VIII de l'accord EEE.

DECLARATION COMMUNE  
SUR LES SECTEURS PRIORITAIRES MENTIONNES  
DANS LE PROTOCOLE 38bis

Les parties contractantes actuelles et les nouvelles parties contractantes rappellent que tous les secteurs prioritaires tels qu'il sont définis à l'article 3 du protocole 38bis ne doivent pas être couverts dans chaque Etat bénéficiaire.

DECLARATION COMMUNE  
SUR LES CONTRIBUTIONS FINANCIERES

Les parties contractantes actuelles et les nouvelles parties contractantes conviennent que les différentes modalités de contribution financière convenues dans le cadre de l'élargissement de l'EEE ne constituent pas un précédent pour la période suivant leur expiration le 30 avril 2009.

AUTRES DECLARATIONS D'UNE OU DE PLUSIEURS PARTIES CONTRACTANTES A L'ACCORD

DECLARATION COMMUNE GENERALE DES ETATS DE L'AELE

Les Etats de l'AELE prennent note des déclarations, qui présentent de l'intérêt pour l'accord EEE, jointes à l'acte final du traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

Les Etats de l'AELE soulignent que les déclarations, qui présentent de l'intérêt pour l'accord EEE, jointes à l'acte final du traité visé à l'alinéa précédent ne peuvent être interprétées ou appliquées d'une manière contraire aux obligations des parties contractantes actuelles et des nouvelles parties contractantes découlant du présent accord ou de l'accord EEE.

DECLARATION COMMUNE  
DES ETATS DE L'AELE  
SUR LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

Les Etats de l'AELE soulignent les importants éléments de différenciation et de souplesse que présentent les dispositions relatives à la libre circulation des travailleurs. Ils s'efforcent, dans le cadre de leur droit national, d'accorder un plus large accès à leur marché du travail aux ressortissants de la République de Bulgarie et de la Roumanie en vue d'accélérer l'alignement sur l'acquis. Par conséquent, les possibilités d'emploi dans les Etats de l'AELE pour les ressortissants de la République de Bulgarie et de la Roumanie devraient s'améliorer sensiblement dès l'adhésion de ces Etats. En outre, les Etats de l'AELE feront le meilleur usage des dispositions proposées pour appliquer pleinement dans

les plus brefs délais l'acquis dans le domaine de la libre circulation des travailleurs. Dans le cas du Liechtenstein, il sera tenu compte à cet effet des dispositions spécifiques prévues dans les adaptations sectorielles des annexes V (Libre circulation des travailleurs) et VIII (Droit d'établissement) de l'accord EEE.

DECLARATION UNILATERALE  
DU GOUVERNEMENT DU LIECHTENSTEIN  
relative A L'ADDENDUM AU PROTOCOLE 38bis

Le gouvernement du Liechtenstein :

- se référant à l'addendum au protocole 38bis,
- rappelant l'arrangement selon lequel la Bulgarie et la Roumanie doivent bénéficier des contributions des Etats de l'AELE pour réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'Espace économique européen dans la même mesure que les Etats bénéficiaires mentionnés à l'article 5 du protocole 38bis et compte tenu de la clé de répartition prévue dans cet article,
- constatant que les Etats de l'AELE ont réalisé un effort extraordinaire au sein du mécanisme financier de l'EEE pour augmenter les financements en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie,
- tenant pour acquis que, lors du réexamen prévu à l'article 9 du protocole 38bis, tout arrangement financier éventuellement convenu tiendra compte des réductions des disparités économiques et sociales déjà réalisées afin de réduire proportionnellement les contributions des trois Etats de l'AELE, si un ou plusieurs des Etats bénéficiaires actuels ne se qualifient plus pour un financement au titre d'un tel arrangement.

ACCORD SOUS FORME D'ECHANGE DE LETTRES ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET LE ROYAUME DE NORVEGE RELATIF A UN PROGRAMME DE COOPERATION POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN BULGARIE

A. Lettre de la Communauté européenne

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer aux négociations qui ont eu lieu entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège (« la Norvège ») dans le cadre de la demande de la Bulgarie pour devenir partie contractante à l'accord EEE et de la mise en place d'un programme de coopération visant à promouvoir la croissance économique et le développement durable en Bulgarie.

Ces négociations ont abouti aux résultats suivants :

- 1) un programme de coopération visant à promouvoir le développement social et économique en Bulgarie par l'intermédiaire de projets bilatéraux est établi entre la Norvège et la Bulgarie, conformément à un accord bilatéral entre ces deux Etats. Le texte de l'accord bilatéral est annexé au présent échange de lettres, dont il fait partie intégrante;
- 2) aux fins du présent programme, la Norvège attribue un montant total de 20 millions EUR, à engager en une seule tranche en 2007. Ce montant sera disponible à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ou d'un accord visant à appliquer cet accord à titre provisoire, jusqu'au 30 avril 2009;
- 3) le présent échange de lettres :
  - a) est ratifié ou approuvé par la Communauté européenne et la Norvège selon les procédures qui leur sont propres. Les instruments de ratification ou d'approbation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne;
  - b) il entre en vigueur le jour suivant le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation, sous réserve que les instruments de ratification ou d'approbation des accords connexes ci-après aient été déposés également :
    - i) accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen;
    - ii) accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Roumanie;
    - iii) protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Islande, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne; et
    - iv) protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne.

Je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer votre accord sur le contenu de cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Fait à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept.

Pour la Communauté européenne

Annexe

ACCORD SUR UN PROGRAMME DE COOPERATION NORVEGIEN POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN BULGARIE ENTRE LE ROYAUME DE NORVEGE ET LA REPUBLIQUE DE BULGARIE

ci-après dénommés « les parties »

ARTICLE 1<sup>er</sup>

Objectif

Un programme de coopération norvégien est établi pour promouvoir le développement social et économique en Bulgarie grâce à des projets de coopération bilatérale entre les parties dans le cadre des secteurs visés à l'article 4.

ARTICLE 2

Portée financière

Aux fins du programme de coopération norvégien pour la République de Bulgarie, le Royaume de Norvège attribue un montant total de 20 millions EUR, à engager en une seule tranche en 2007.

## ARTICLE 3

## Durée

Le montant visé à l'article 2 est disponible à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ou à partir de la date d'entrée en vigueur d'un accord visant à appliquer l'accord à titre provisoire, jusqu'au 30 avril 2009.

## ARTICLE 4

## Secteurs prioritaires

Le programme de coopération norvégien pour la Bulgarie soutient des projets de coopération bilatérale entre les candidats éligibles des parties en vue de promouvoir le développement social et économique en République de Bulgarie dans les secteurs prioritaires suivants :

- réduction des émissions des gaz à effet de serre, y compris des projets d'exécution communs au titre du Protocole de Kyoto, et d'autres émissions dans l'air et dans l'eau;
- efficacité énergétique et énergies renouvelables;
- facilitation d'une production durable, y compris la certification et la vérification;
- mise en œuvre de l'acquis de Schengen, soutien des plans nationaux d'action Schengen et renforcement de l'appareil judiciaire.

Parmi les actions possibles, on citera notamment l'innovation, le développement des ressources humaines, l'établissement de réseaux, le renforcement des capacités, les transferts de technologie, et la recherche et le développement.

## ARTICLE 5

## Plafonds du cofinancement

La contribution norvégienne sous forme de subventions n'excède pas 60 % du coût du projet, sauf dans le cas de projets par ailleurs financés au moyen de dotations budgétaires accordées par des autorités publiques de niveau national, régional ou local, auquel cas elle ne peut être supérieure à 85 % du coût du projet. Les plafonds communautaires pour le cofinancement ne sont en aucun cas dépassés. Les contributions aux organisations non-gouvernementales et aux partenaires sociaux peuvent atteindre jusqu'à 90 % des coûts du projet.

## ARTICLE 6

## Gestion

Le programme de coopération norvégien pour la Bulgarie est géré par le Gouvernement norvégien ou par une entité désignée par lui. L'entité chargée de la gestion consulte le point de contact désigné par le Gouvernement de la République de Bulgarie. La Commission peut examiner les projets. (1)

D'autres dispositions concernant la mise en œuvre du présent accord sont introduites par le Gouvernement norvégien si nécessaire.

Les frais de gestion du programme de coopération norvégien sont couverts par le montant visé à l'article 2.

## ARTICLE 7

## Entrée en vigueur

Le présent accord est ratifié par le Royaume de Norvège et par la République de Bulgarie selon leurs procédures nationales. Il entre en vigueur le trentième jour qui suit le dépôt par la dernière partie de son instrument de ratification au ministère norvégien des affaires étrangères, mais cette date ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen, ou à partir de la date d'entrée en vigueur d'un accord visant à appliquer ce dernier accord à titre provisoire.

Fait à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept.

Pour le Royaume de Norvège

Pour la République de Bulgarie

## Note

(1) Les dispositions figurant à l'article 6, premier alinéa, dernière phrase, s'appliquent également en tant qu'adaptation de l'article 4, paragraphe 3, de l'accord entre le Royaume de Norvège et la Communauté européenne sur un mécanisme financier norvégien pour la période 2004-2009 (*JO* L 130 du 29.4.2004, p. 81).

B. Lettre du Royaume de Norvège

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour libellée comme suit :

« J'ai l'honneur de me référer aux négociations qui ont eu lieu entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège (« la Norvège ») dans le cadre de la demande de la Bulgarie pour devenir partie contractante à l'accord EEE et de la mise en place d'un programme de coopération visant à promouvoir la croissance économique et le développement durable en Bulgarie.

Ces négociations ont abouti aux résultats suivants :

1. un programme de coopération visant à promouvoir le développement social et économique en Bulgarie par l'intermédiaire de projets bilatéraux est établi entre la Norvège et la Bulgarie, conformément à un accord bilatéral entre ces deux Etats. Le texte de l'accord bilatéral est annexé au présent échange de lettres, dont il fait partie intégrante;

2. aux fins du présent programme, la Norvège attribue un montant total de 20 millions EUR, à engager en une seule tranche, en 2007. Ce montant sera disponible à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ou d'un accord visant à appliquer cet accord à titre provisoire, jusqu'au 30 avril 2009;

3. le présent échange de lettres :

a) est ratifié ou approuvé par la Communauté européenne et la Norvège selon les procédures qui leur sont propres. Les instruments de ratification ou d'approbation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne;

b) il entre en vigueur le jour suivant le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation, sous réserve que les instruments de ratification ou d'approbation des accords connexes ci-après aient été également déposés :

i) accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen;

ii) accord, sous forme d'échange de lettres, entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Roumanie;

iii) protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Islande, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne; et

iv) protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne. »

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord sur le contenu de votre lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Fait à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept.

Pour le Royaume de Norvège

ACCORD SOUS FORME D'ÉCHANGE DE LETTRES ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET LE ROYAUME DE NORVEGE RELATIF A UN PROGRAMME DE COOPERATION POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN ROUMANIE

A. Lettre de la Communauté européenne

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer aux négociations qui ont eu lieu entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège (« la Norvège ») dans le cadre de la demande de la Roumanie pour devenir partie contractante à l'accord EEE et de la mise en place d'un programme de coopération visant à promouvoir la croissance économique et le développement durable en Roumanie.

Ces négociations ont abouti aux résultats suivants :

1. un programme de coopération visant à promouvoir la croissance économique et le développement durable en Roumanie par l'intermédiaire de projets bilatéraux est établi entre la Norvège et la Roumanie, conformément à un accord bilatéral entre ces deux Etats. Le texte de l'accord bilatéral est annexé au présent échange de lettres, dont il fait partie intégrante;

2. aux fins du présent programme, la Norvège attribue un montant total de 48 millions EUR, à engager en une seule tranche, en 2007. Ce montant sera disponible à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen, ou d'un accord visant à appliquer cet accord à titre provisoire, jusqu'au 30 avril 2009;

3. le présent échange de lettres :

a) est ratifié ou approuvé par la Communauté européenne et la Norvège selon les procédures qui leur sont propres. Les instruments de ratification ou d'approbation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne.

b) Il entre en vigueur le jour suivant le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation, sous réserve que les instruments de ratification ou d'approbation des accords connexes ci-après aient été également déposés :

i) accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen;

ii) accord, sous forme d'échange de lettres, entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Bulgarie;

iii) protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Islande, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne; et

iv) Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne.

Je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer votre accord sur le contenu de cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Fait à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept.

Pour la Communauté européenne

Annexe

ACCORD SUR UN PROGRAMME DE COOPERATION NORVEGIEN POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN ROUMANIE ENTRE LE ROYAUME DE NORVEGE ET LA ROUMANIE ci-après dénommés « les parties »

Article 1<sup>er</sup>

Objectif

Un programme de coopération norvégien est établi pour promouvoir le développement social et économique en Roumanie grâce à des projets de coopération bilatérale entre les parties dans le cadre des secteurs visés à l'article 4.

Article 2

Portée financière

Aux fins du programme de coopération norvégien pour la Roumanie, le Royaume de Norvège attribue un montant total de 48 millions EUR, à engager en une seule tranche, en 2007.

Article 3

Durée

Le montant visé à l'article 2 est disponible à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ou à partir de la date d'entrée en vigueur d'un accord visant à appliquer cet accord à titre provisoire, jusqu'au 30 avril 2009.

## Article 4

## Secteurs prioritaires

Le programme de coopération norvégien pour la Roumanie soutient des projets de coopération bilatérale entre les candidats éligibles des parties en vue de promouvoir le développement social et économique en Roumanie dans les secteurs prioritaires suivants :

- réduction des émissions des gaz à effet de serre, y compris des projets d'exécution communs au titre du protocole de Kyoto, et d'autres émissions dans l'air et dans l'eau,
- efficacité énergétique et énergies renouvelables,
- facilitation d'une production durable, y compris la certification et la vérification,
- santé.

Parmi les actions possibles, on citera notamment l'innovation, le développement des ressources humaines, l'établissement de réseaux, le renforcement des capacités, les transferts de technologie et la recherche et le développement.

## Article 5

## Plafonds du cofinancement

La contribution norvégienne sous forme de subventions n'excède pas 60 % du coût du projet, sauf dans le cas de projets par ailleurs financés au moyen de dotations budgétaires accordées par des autorités publiques de niveaux national, régional ou local, auquel cas elle ne peut être supérieure à 85 % du coût du projet. Les plafonds communautaires pour le cofinancement ne sont en aucun cas dépassés. Les contributions aux organisations non gouvernementales et aux partenaires sociaux peuvent atteindre jusqu'à 90 % des coûts du projet.

## Article 6

## Gestion

Le programme de coopération norvégien pour la Roumanie est géré par le gouvernement norvégien ou par une entité désignée par lui. L'entité chargée de la gestion consulte le point de contact désigné par le Gouvernement de la Roumanie. La Commission européenne peut examiner les projets (1). D'autres dispositions concernant la mise en oeuvre du présent accord sont introduites par le Gouvernement norvégien, si nécessaire. Les frais de gestion du programme de coopération norvégien sont couverts par le montant visé à l'article 2.

## Article 7

## Entrée en vigueur

Le présent accord est ratifié par le Royaume de Norvège et par la Roumanie selon leurs procédures nationales. Il entre en vigueur le trentième jour qui suit le dépôt, par la dernière partie, de son instrument de ratification au ministère norvégien des affaires étrangères, mais cette date ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen, ou à partir de la date d'entrée en vigueur d'un accord visant appliquer ce dernier accord à titre provisoire.

Fait à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept.

Pour le Royaume de Norvège

Pour la Roumanie

## Notes

(1) Les dispositions figurant à l'article 6, premier alinéa, dernière phrase, s'appliquent également en tant qu'adaptation de l'article 4, paragraphe 3, de l'accord entre le Royaume de Norvège et la Communauté européenne sur un mécanisme financier norvégien pour la période 2004-2009 (JO L 130 du 29.4.2004, p. 81).

B. Lettre du Royaume de Norvège

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour libellée comme suit :

« J'ai l'honneur de me référer aux négociations qui ont eu lieu entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège (« la Norvège ») dans le cadre de la demande de la Roumanie pour devenir partie contractante à l'accord EEE et de la mise en place d'un programme de coopération visant à promouvoir la croissance économique et le développement durable en Roumanie.

Ces négociations ont abouti aux résultats suivants :

1. un programme de coopération visant à promouvoir la croissance économique et le développement durable en Roumanie par l'intermédiaire de projets bilatéraux est établi entre la Norvège et la Roumanie, conformément à un accord bilatéral entre ces deux Etats. Le texte de l'accord bilatéral est annexé au présent échange de lettres, dont il fait partie intégrante;

2. aux fins du présent programme, la Norvège attribue un montant total de 48 millions EUR, à engager en une seule tranche, en 2007. Ce montant sera disponible à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen, ou d'un accord visant à appliquer cet accord à titre provisoire, jusqu'au 30 avril 2009;

3. le présent échange de lettres :

a) est ratifié ou approuvé par la Communauté européenne et la Norvège selon les procédures qui leur sont propres. Les instruments de ratification ou d'approbation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne.

b) Il entre en vigueur le jour suivant le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation, sous réserve que les instruments de ratification ou d'approbation des accords connexes ci-après aient été également déposés :

- i) accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen;
- ii) accord, sous forme d'échange de lettres, entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Bulgarie;
- iii) protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Islande, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne; et
- iv) Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne. »

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord sur le contenu de votre lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Fait à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept.

Pour le Royaume de Norvège

#### PROTOCOLE ADDITIONNEL A L'ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE ET L'ISLANDE, A LA SUITE DE L'ADHESION DE LA REPUBLIQUE DE BULGARIE ET DE LA ROUMANIE A L'UNION EUROPEENNE

la Communauté Européenne

et

l'Islande,

Vu l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Islande, signé à Bruxelles le 22 juillet 1972, ci-après dénommé l'« accord », et le régime actuellement applicable au commerce du poisson et des produits de la pêche entre l'Islande et la Communauté,

Vu l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

Vu l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen,

Vu le régime en vigueur pour le commerce du poisson et des produits de la pêche entre l'Islande et la République de Bulgarie et la Roumanie,

Ont décidé de déterminer d'un commun accord les ajustements à apporter à l'accord à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

et de conclure le présent protocole :

##### Article 1<sup>er</sup>

Les textes de l'accord, des annexes et des protocoles, qui en font partie intégrante, ainsi que de l'acte final et des déclarations qui y sont annexées, sont établis en langues bulgare et roumaine, ces textes faisant foi au même titre que les textes originaux. Le comité mixte approuve les textes bulgares et roumains.

##### Article 2

Les dispositions particulières applicables aux importations dans la Communauté de certains poissons et produits de la pêche originaires d'Islande figurent à l'annexe du présent protocole et de ses annexes. Les contingents annuels à droit nul prévus à l'annexe du présent protocole sont appliqués du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 30 avril 2009. Leurs niveaux font l'objet d'un réexamen à la fin de cette période, compte tenu de tous les intérêts en jeu. Les niveaux de contingents pour 2007 ne sont pas réellement réduits, parce que l'élargissement de l'Espace économique européen n'a pas eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Les volumes des contingents tarifaires pour 2009 sont réduits en fonction de leur application jusqu'au 30 avril 2009.

##### Article 3

Le présent protocole est ratifié ou approuvé par les parties contractantes selon les procédures qui leur sont propres. Les instruments de ratification ou d'approbation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne. Il entre en vigueur le jour suivant le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation, sous réserve que les instruments de ratification ou d'approbation des accords connexes ci-après aient été également déposés :

- i) accord sur la participation de la République de Bulgarie et

de la Roumanie à l'Espace économique européen; ii) accord, sous forme d'échange de lettres, entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Bulgarie; iii) accord, sous forme d'échange de lettres, entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Roumanie; et iv) protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne.

##### Article 4

Le présent protocole est établi en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, bulgare, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovène, slovaque, suédoise, tchèque et islandaise, chacun de ces textes faisant également foi.

Fait à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept.

Pour la Communauté européenne

Pour Islande



## Annexe

## DISPOSITIONS PARTICULIERES VISEES A L'ARTICLE 2

La Communauté ouvre les nouveaux contingents tarifaires annuels à droit nul suivants pour les produits originaires d'Islande :

Code NC	Description des produits	Volume contingentaire annuel
0306 19 30	Langoustines congelées (Nephrops norvegicus)	520 tonnes (1)
0304 19 35	Filets de rascasses du Nord ou sébastes (Sebastes spp.), frais ou réfrigérés	750 tonnes

## Notes

(1) Contingent tarifaire annuel complémentaire à droit nul. Si ce contingent n'est pas entièrement épuisé d'ici à la fin de 2007, le volume restant sera reporté à 2008. A cet effet, tout tirage effectué sur ce contingent tarifaire particulier applicable pour 2007 sera arrêté le deuxième jour ouvrable de la Commission suivant le 1<sup>er</sup> avril 2008. Le jour ouvrable suivant, le solde inutilisé de ce contingent tarifaire pour 2007 sera disponible au titre du contingent tarifaire correspondant applicable pour 2008. A partir de cette date, aucun tirage rétroactif et aucun reversement ne sont possibles au titre du contingent tarifaire particulier applicable pour 2007.

PROTOCOLE ADDITIONNEL A L'ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE ET LE ROYAUME DE NORVEGE, A LA SUITE DE L'ADHESION DE LA REPUBLIQUE DE BULGARIE ET DE LA ROUMANIE A L'UNION EUROPEENNE

La Communauté européenne

et

le Royaume de Norvège,

Vu l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège, signé le 14 mai 1973,

ci-après dénommé l'« accord », et le régime actuellement applicable au commerce du poisson et des produits de la pêche entre la Norvège et la Communauté,

Vu l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

Vu l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen,

Vu le régime en vigueur pour le commerce du poisson et des produits de la pêche entre la Norvège et la République de Bulgarie et la Roumanie,

Ont décidé de déterminer d'un commun accord les ajustements à apporter à l'accord à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

Et de conclure le présent protocole :

Article 1<sup>er</sup>

Les textes de l'accord, des annexes et des protocoles, qui en font partie intégrante, ainsi que de l'acte final et des déclarations qui y sont annexées, sont établis en langues bulgare et roumaine, ces textes faisant foi au même titre que les textes originaux. Le comité mixte approuve les textes bulgares et roumains.

## Article 2

Les dispositions particulières applicables aux importations dans la Communauté de certains poissons et produits de la pêche originaires de Norvège figurent dans le présent protocole. Les contingents tarifaires prévus à l'article 3 du présent protocole sont appliqués du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 30 avril 2009. Leurs niveaux visés à l'article 3 font l'objet d'un réexamen à la fin de cette période, compte tenu de tous les intérêts en jeu. Les niveaux de contingents pour 2007 ne sont pas réellement réduits, parce que l'élargissement de l'Espace économique européen n'a pas eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Les volumes des contingents tarifaires pour 2009 sont réduits en fonction de leur application jusqu'au 30 avril 2009.

Les règles d'origine applicables aux contingents tarifaires sont celles qui figurent dans le protocole n° 3 de l'accord.

## Article 3

La Communauté ouvre les nouveaux contingents tarifaires annuels complémentaires à droit nul suivants :

— maquereaux des espèces *Scomber scombrus* ou *Scomber japonicus*, congelés

(code NC 0303 74 30) : 9 300 tonnes

— harengs (*Clupea harengus*, *Clupea pallasii*), congelés

(code NC 0303 51 00) : 1 800 tonnes

— filets et flancs de harengs (*Clupea harengus*, *Clupea pallasii*), congelés

(Codes NC 0304 29 75 et 0304 99 23) : 600 tonnes

— autres poissons, congelés

(code NC 0303 79 98) : 2 200 tonnes

— autres salmonidés, congelés

(code NC 0303 29 00) : 2 000 tonnes

— crevettes, décortiquées et congelées

(Codes NC ex 1605 20 10, ex 1605 20 91 et ex 1605 20 99) : 2 000 tonnes

## Article 4

La Communauté lève la condition « destinés à la fabrication industrielle », et donc l'exigence relative à l'utilisateur final, pour les contingents tarifaires ouverts en 2004 pour les maquereaux congelés (numéros d'ordre 09.0760, 09.0763 et 09.0778), les harengs congelés (numéro d'ordre 09.0752) et les flancs de harengs congelés (numéro d'ordre 09.0756). De même, l'exigence relative à la consommation humaine des produits

relevant des mêmes contingents tarifaires est supprimée. Les contingents tarifaires annuels à droit nul actuellement appliqués aux crevettes décortiquées congelées portant le numéro d'ordre 09.0758 sont disponibles pour les codes

NC ex 1605 20 10, ex 1605 20 91 et ex 1605 20 99. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008, la Communauté fusionne les deux contingents tarifaires à droit nul actuellement appliqués aux crevettes décortiquées congelées (numéros d'ordre 09.0745 et 09.0758) et le nouveau contingent tarifaire annuel complémentaire à droit nul de 2 000 tonnes prévu à l'article 3, et elle met le contingent tarifaire fusionné à la disposition des codes NC ex 1605 20 10, ex 1605 20 91 et ex 1605 20 99. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, les deux contingents tarifaires actuellement appliqués aux crevettes décortiquées congelées portant le numéro d'ordre 09.0758 (2 500 tonnes) et le numéro d'ordre 09.0745 (5 500 tonnes), ainsi que le nouveau contingent tarifaire annuel complémentaire à droit nul de 2 000 tonnes sont appliqués en tant que trois contingents tarifaires distincts et sont disponibles au titre des codes NC ex 1605 20 10, ex 1605 20 91 et ex 1605 20 99.

A partir du 15 juin 2008, la Communauté fusionne les sous périodes relatives aux trois contingents tarifaires actuellement appliqués aux maquereaux (numéros d'ordre 09.0760, 09.0763 et 09.0778) en une seule période, allant du 15 juin au 14 février.

## Article 5

Les représentants de la Communauté européenne et de la Norvège se réunissent, avant la fin de 2007, pour examiner la possibilité d'appliquer également les règles d'origine définies dans le protocole n° 3 de l'accord aux produits couverts par l'échange de lettres concernant le commerce du poisson du 16 avril 1973.

## Article 6

Le présent protocole est ratifié ou approuvé par la Communauté européenne et la Norvège conformément aux procédures qui leur sont propres. Les instruments de ratification ou d'approbation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne. Il entre en vigueur le jour suivant le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation, sous réserve que les instruments de ratification ou d'approbation des accords connexes ci-après aient été également déposés :

- i) accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen;
- ii) accord, sous forme d'échange de lettres, entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Bulgarie;
- iii) accord, sous forme d'échange de lettres, entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège relatif à un programme de coopération pour la croissance économique et le développement durable en Roumanie; et
- iv) protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et la République d'Islande, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne.

## Article 7

Le présent protocole est établi en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, bulgare, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovène, slovaque, suédoise, tchèque et norvégienne, chacun de ces textes faisant également foi.

Fait à Bruxelles, le vingt-cinq juillet deux mille sept.

Pour la Communauté européenne

Pour le Royaume du Norvège

**Informations relatives à l'application, à titre provisoire,  
de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie  
à l'Espace économique européen et de ses quatre accords Connexes**

Les procédures nécessaires à l'application, à titre provisoire, de l'accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen et de ses quatre accords connexes, signé à Bruxelles le 25 juillet 2007, s'étant achevées le 25 juillet 2007, lesdits accords sont appliqués à titre provisoire à compter du 1<sup>er</sup> août 2007.

Toutefois, les dispositions du protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Islande, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne et du protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège, à la suite de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne relatives aux nouveaux contingents tarifaires et aux contingents tarifaires modifiés applicables aux importations dans la Communauté de certains poissons et produits de la pêche originaires d'Islande et de Norvège s'appliquent à titre provisoire à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2007.

**Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië  
aan de Europese Economische Ruimte**

DE EUROPESE GEMEENSCHAP,  
 HET KONINKRIJK BELGIE,  
 DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,  
 HET KONINKRIJK DENEMARKEN,  
 DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND,  
 DE REPUBLIEK ESTLAND,  
 IERLAND,  
 DE HELLEENSE REPUBLIEK,  
 HET KONINKRIJK SPANJE,  
 DE FRANSE REPUBLIEK,  
 DE ITALIAANSE REPUBLIEK,  
 DE REPUBLIEK CYPRUS,  
 DE REPUBLIEK LETLAND,  
 DE REPUBLIEK LITOUWEN,  
 HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,  
 DE REPUBLIEK HONGARIJE,  
 MALTA,  
 HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,  
 DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,  
 DE REPUBLIEK POLEN,  
 DE PORTUGESE REPUBLIEK,  
 DE REPUBLIEK SLOVENIE,  
 DE SLOWAAKSE REPUBLIEK,  
 DE REPUBLIEK FINLAND,  
 HET KONINKRIJK ZWEDEN,  
 HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIE EN NOORD-IERLAND,  
 hierna « de EG-lidstaten » genoemd,  
 IJSLAND,  
 HET VORSTENDOM LIECHTENSTEIN,  
 HET KONINKRIJK NOORWEGEN,  
 hierna « de EVA-staten » genoemd,  
 gezamenlijk hierna de « huidige overeenkomstsluitende partijen » genoemd,  
 en  
 DE REPUBLIEK BULGARIJE,  
 ROEMENIË,

Overwegende dat op 25 april 2005 te Luxemburg het Verdrag betreffende de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie (hierna « het Toetredingsverdrag » genoemd) is ondertekend;

Overwegende dat, op grond van artikel 128 van de te Porto op 2 mei 1992 ondertekende overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, elke Europese Staat die tot de Gemeenschap toetreedt, moet vragen partij te worden bij de overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte (hierna « de EER-overeenkomst » genoemd);

Overwegende dat de Republiek Bulgarije en Roemenië gevraagd hebben partij te worden bij de EER-overeenkomst;

Overwegende dat de voorwaarden voor de deelname dienen te worden vastgelegd in een overeenkomst tussen de huidige overeenkomstsluitende partijen en de staten die de aanvraag doen,

Hebben besloten de volgende overeenkomst te sluiten :

ARTIKEL 1

1. De Republiek Bulgarije en Roemenië worden partij bij de EER-overeenkomst en worden hierna « de nieuwe overeenkomstsluitende partijen » genoemd.

2. Vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst zijn de bepalingen van de EER-overeenkomst, zoals gewijzigd bij de vóór 1 oktober 2004 vastgestelde besluiten van het Gemengd Comité van de EER, voor de nieuwe overeenkomstsluitende partijen bindend onder dezelfde voorwaarden als voor de huidige overeenkomstsluitende partijen, overeenkomstig de in deze overeenkomst vastgelegde voorwaarden.

3. De bijlagen bij deze overeenkomst vormen een integrerend deel van deze overeenkomst.

ARTIKEL 2

1. AANPASSINGEN VAN HET DISPOSITIEF VAN DE EER-OVEREENKOMST

a) Preambule :

De lijst van de overeenkomstsluitende partijen wordt vervangen door :

« DE EUROPESE GEMEENSCHAP,  
 HET KONINKRIJK BELGIE,  
 DE REPUBLIEK BULGARIJE,

DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,  
 HET KONINKRIJK DENEMARKEN,  
 DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND,  
 DE REPUBLIEK ESTLAND,  
 IERLAND,  
 DE HELLEENSE REPUBLIEK,  
 HET KONINKRIJK SPANJE,  
 DE FRANSE REPUBLIEK,  
 DE ITALIAANSE REPUBLIEK,  
 DE REPUBLIEK CYPRUS,  
 DE REPUBLIEK LETLAND,  
 DE REPUBLIEK LITOUWEN,  
 HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,  
 DE REPUBLIEK HONGARIJE,  
 MALTA,  
 HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,  
 DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,  
 DE REPUBLIEK POLEN,  
 DE PORTUGESE REPUBLIEK,  
 ROEMENIË,  
 DE REPUBLIEK SLOVENIE,  
 DE SLOWAAKSE REPUBLIEK,  
 DE REPUBLIEK FINLAND,  
 HET KONINKRIJK ZWEDEN,  
 HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIE EN NOORD-IERLAND,  
 en  
 IJSLAND,  
 HET VORSTENDOM LIECHTENSTEIN,  
 HET KONINKRIJK NOORWEGEN, ».

b) Artikel 2 :

i) onder b) wordt « de Republiek » geschrapt;

ii) na d) wordt het volgende toegevoegd :

« e) « Toetredingsakte van 25 april 2005 » : de akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Republiek Bulgarije en Roemenië en de aanpassing van de verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, goedgekeurd te Luxemburg op 25 april 2005;

f) « Toetredingsprotocol van 25 april 2005 » : het Protocol betreffende de voorwaarden en de nadere regels voor de toelating van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie, goedgekeurd te Luxemburg op 25 april 2005. »

c) Artikel 117 :

De tekst van artikel 117 wordt vervangen door :

« Protocol 38, protocol 38*bis* en het addendum bij protocol 38*bis* bevatten bepalingen betreffende het financieel mechanisme. »;

d) Artikel 126 :

In lid 1 wordt « de Republiek » geschrapt;

e) Artikel 129 :

i) de tweede alinea van lid 1 wordt vervangen door :

« Naar aanleiding van de uitbreidingen van de Europese Economische Ruimte zijn eveneens de versies van deze overeenkomst in de Bulgaarse, de Estse, de Hongaarse, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Poolse, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse en de Tsjechische taal gelijkelijk authentiek. »;

ii) de derde alinea van lid 1 wordt vervangen door :

« De teksten van de in de bijlagen genoemde besluiten zijn gelijkelijk authentiek in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische en de Zweedse taal, zoals zij in het *Publicatieblad van de Europese Unie* zijn verschenen, en worden met het oog op hun echtverklaring in de IJslandse en Noorse taal opgemaakt en in het EER-supplement bij het *Publicatieblad van de Europese Unie* bekendgemaakt. »

## 2. AANPASSINGEN VAN DE PROTOCOLLEN BIJ DE EER-OVEREENKOMST

a) Protocol 4 betreffende de oorsprongsregels wordt als volgt gewijzigd :

i) in artikel 3, lid 1, wordt de verwijzing naar de nieuwe overeenkomstsluitende partijen geschrapt;

ii) bijlage IVa (Tekst van de factuurverklaring) wordt als volgt gewijzigd :

aa) voor de Spaanse versie van de tekst van de factuurverklaring wordt het volgende ingevoegd :

« Bulgaarse versie

Износителят на продуктите, обхванати от този документ (митническо разрешение № ... (1)) декларира, че освен където е отбелязано друго, тези продукти са с преференциален произход ... (2).";

bb) voor de Sloveense versie van de tekst van de factuurverklaring wordt het volgende ingevoegd :

« Roemeense versie

Exportatorul produselor ce fac obiectul acestui document (autorizația vamală nr. ... (1)) declară că, exceptând cazul în care în mod expres este indicat altfel, aceste produse sunt de origine preferențială ... (2).";

iii) bijlage IVb (Tekst van de factuurverklaring EUR-MED) wordt als volgt gewijzigd :

aa) Voor de Spaanse versie van de tekst van de factuurverklaring EUR-MED wordt het volgende ingevoegd :

« Bulgaarse versie

Износителят на продуктите, обхванати от този документ (митническоразрешение № ... (1)) декларира, че освен където е отбелязано друго, тези продукти са с преференциален произход ... (2).

— cumulation applied with Y (naam van land/landen)

— no cumulation applied (3) »;

bb) Voor de Sloveense versie van de tekst van de factuurverklaring EUR-MED wordt het volgende ingevoegd :

« Roemeense versie

Exportatorul produselor ce fac obiectul acestui document (autorizația vamală nr. ... (1)) declară că, exceptând cazul în care în mod expres este indicat altfel, aceste produse sunt de origine preferențială ... (2).

— cumulation applied with ... (naam van land/landen)

— no cumulation applied (3) ».

b) Protocol 38bis wordt als volgt gewijzigd :

De tekst van artikel 4, lid 3, wordt vervangen door « De Commissie van de Europese Gemeenschappen kan de voorgestelde projecten op hun verenigbaarheid met de communautaire doelstellingen onderzoeken. ».

c) Aan Protocol 38bis wordt het volgende toegevoegd :

« Addendum bij Protocol 38bis  
BETREFFENDE HET FINANCIËEL MECHANISME VAN DE EER  
VOOR DE REPUBLIEK BULGARIJE EN ROEMENIË

ARTIKEL 1

1. Protocol 38bis is van overeenkomstige toepassing op de Republiek Bulgarije en Roemenië.

2. Niettegenstaande het bepaalde in lid 1 is artikel 6 van Protocol 38bis niet van toepassing. Wanneer niet-vastgelegde middelen van Bulgarije of Roemenië beschikbaar zijn, vindt geen nieuwe toewijzing aan andere begunstigde staten plaats.

3. Niettegenstaande het bepaalde in lid 1 is artikel 7 van Protocol 38bis niet van toepassing.

4. Niettegenstaande het bepaalde in lid 1 mogen bijdragen aan niet-gouvernementele organisaties en sociale partners ten hoogste 90 % van de projectkosten belopen.

ARTIKEL 2

De extra bedragen voor de financiële bijdrage ten behoeve van de Republiek Bulgarije en Roemenië zijn 21,5 miljoen euro voor de Republiek Bulgarije en 50,5 miljoen euro voor Roemenië voor de periode van 1 januari 2007 tot en met 30 april 2009. Deze bijdragen worden ter beschikking gesteld vanaf de datum waarop de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, dan wel een overeenkomst tot voorlopige toepassing van die overeenkomst, in werking treedt, en zijn voor vastlegging beschikbaar in één tranche in 2007. »

d) De tekst van Protocol 44 wordt vervangen door :

« BETREFFENDE VRIJWARINGSMECHANISMEN NAAR AANLEIDING VAN UITBREIDINGEN  
VAN DE EUROPESE ECONOMISCHE RUIMTE

1. Toepassing van artikel 112 van de overeenkomst op de algemene economische vrijwaringsclausule en de vrijwaringsmechanismen vervat in bepaalde overgangsregelingen betreffende het vrije verkeer van werknemers en het wegvervoer.

Artikel 112 van de overeenkomst is eveneens van toepassing op de situaties omschreven of bedoeld in :

a) artikel 37 van de Toetredingsakte van 16 april 2003 en artikel 36 van de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005, en

b) de vrijwaringsmechanismen vervat in de overgangsregelingen, onder de rubriek « Overgangperiode » in bijlage V (Vrij verkeer van werknemers) en bijlage VIII (Recht van vestiging), in punt 30 (Richtlijn 96/71/EG van het Europees Parlement en de Raad) van bijlage XVIII (Gezondheid en veiligheid op het werk, arbeidsrecht en gelijke behandeling van mannen en vrouwen) en in punt 26c (Verordening (EEG) nr. 3118/93 van de Raad) van bijlage XIII (Vervoer) met dezelfde tijdslijmieten, werkingsfeer en gevolgen als die vastgelegd in genoemde bepalingen.

2. Vrijwaringsclausule betreffende de interne markt

De algemene besluitvormingsprocedure waarin de overeenkomst voorziet, is tevens van toepassing op de besluiten die de Commissie van de Europese Gemeenschappen neemt ter uitvoering van artikel 38 van de Toetredingsakte van 16 april 2003 en artikel 37 van de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005. »

## ARTIKEL 3

1. Alle wijzigingen van in de EER-overeenkomst opgenomen besluiten van de instellingen van de Gemeenschap die zijn aangebracht in het kader van de akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Republiek Bulgarije en Roemenië en de aanpassing van de Verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, dan wel het Protocol betreffende de voorwaarden en de nadere regels voor de toelating van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie, worden in de EER-overeenkomst opgenomen en worden daarvan een onderdeel.

2. Met het oog daarop wordt in de punten van de bijlagen en protocollen bij de EER-overeenkomst die verwijzingen bevatten naar bedoelde communautaire besluiten, het volgende streepje opgenomen :

« — 1 2005 SA : akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Republiek Bulgarije en Roemenië en de aanpassing van de verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, goedgekeurd op 25 april 2005 (*PB* L 157 van 21.6.2005, blz. 203). »

3. Indien en zodra het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa in werking is getreden, wordt het in lid 2 bedoelde streepje vervangen door :

« — 1 2005 SP : protocol betreffende de voorwaarden en de nadere regels voor de toelating van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie, goedgekeurd op 25 april 2005 (*PB* L 157 van 21.6.2005, blz. 29). »

4. Indien het in de leden 2 of 3 bedoelde streepje het eerste is in het punt waar het wordt ingevoegd, wordt het voorafgegaan door « , gewijzigd bij : ».

5. Bijlage A bij deze overeenkomst bevat een lijst van de punten in de bijlagen en protocollen bij de EER-Overeenkomst waar de in de leden 2, 3 en 4 aangegeven tekst dient te worden ingevoegd.

6. Wanneer met betrekking tot vóór de inwerkingtreding van deze overeenkomst in de EER-overeenkomst opgenomen besluiten aanpassingen nodig zijn naar aanleiding van de deelname van de nieuwe overeenkomstsluitende partijen, en bedoelde aanpassingen niet in deze overeenkomst zijn opgenomen, worden deze aanpassingen overeenkomstig de in de EER-overeenkomst vastgelegde procedures aangebracht.

## ARTIKEL 4

1. De in bijlage B bij deze overeenkomst bedoelde regelingen die zijn vervat in de akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Republiek Bulgarije en Roemenië en de aanpassing van de Verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, worden in de EER-overeenkomst opgenomen.

2. Indien en zodra het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa in werking is getreden, worden de in bijlage B bedoelde regelingen geacht te zijn aangebracht bij het Protocol betreffende de voorwaarden en de nadere regels voor de toelating van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie.

3. Alle voor de EER-overeenkomst relevante regelingen die in de akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Republiek Bulgarije en Roemenië en de aanpassing van de Verdragen waarop de Europese Unie is gegrond worden vermeld of uit hoofde daarvan zijn goedgekeurd, worden, wanneer zij niet in bijlage B bij deze overeenkomst zijn vermeld, overeenkomstig de in de EER-overeenkomst vastgelegde procedures getroffen.

## ARTIKEL 5

Alle partijen bij deze overeenkomst kunnen vraagstukken betreffende de interpretatie of toepassing ervan aan het Gemengd Comité van de EER voorleggen. Het Gemengd Comité van de EER onderzoekt de vraagstukken teneinde een in het kader van het goede functioneren van de EER-overeenkomst aanvaardbare oplossing te vinden.

## ARTIKEL 6

1. Deze overeenkomst wordt door de huidige en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen overeenkomstig hun eigen procedures bekrachtigd of goedgekeurd. De akten van bekrachtiging of goedkeuring worden nedergelegd bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie.

2. Deze overeenkomst treedt in werking op de dag volgende op de dag waarop de laatste akte van bekrachtiging of goedkeuring door een huidige overeenkomstsluitende partij of een nieuwe overeenkomstsluitende partij is nedergelegd, mits de onderstaande aanverwante overeenkomsten en protocollen op diezelfde dag in werking treden :

a) Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Bulgarije;

b) Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Roemenië;

c) Aanvullend protocol bij de overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en IJsland naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie; en

d) Aanvullend protocol bij de overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie.

## ARTIKEL 7

Deze overeenkomst, opgesteld in één exemplaar in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische, Zweedse, de IJslandse en de Noorse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek, wordt nedergelegd bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie, dat een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift ervan doet toekomen aan de regeringen van elk van de partijen bij deze overeenkomst.

Gedaan te Brussel, de vijftiendste juli tweeduizend zeven.

## Bijlage A

Lijst bedoeld in artikel 3 van de Overeenkomst

## DEEL I

BESLUITEN VERMELD IN DE EER-OVEREENKOMST ZOALS DIE IS GEWIJZIGD BIJ DE AKTE BETREFFENDE DE TOETREDINGSVOORWAARDEN VOOR DE REPUBLIEK BULGARIJE EN ROEMENIE EN DE AANPASSING VAN DE VERDRAGEN WAAROP DE EUROPESE UNIE IS GEGROND EN HET PROTOCOL BETREFFENDE DE VOORWAARDEN EN DE NADERE REGELS VOOR DE TOELATING VAN DE REPUBLIEK BULGARIJE EN ROEMENIË TOT DE EUROPESE UNIE

De streepjes bedoeld in de leden 2 en 3 van artikel 3 worden op de volgende plaatsen in de bijlagen en protocollen bij de EER-overeenkomst ingevoegd :

In hoofdstuk XXVII (Gedistilleerde dranken) van bijlage II (Technische voorschriften, normen, keuring en certificatie) :

- Punt 1 (Verordening (EEG) nr. 1576/89 van de Raad);
- Punt 3 (Verordening (EEG) nr. 1601/91 van de Raad).

In bijlage XIII (Vervoer) :

- Punt 19 (Richtlijn 96/26/EEG van de Raad).

In bijlage XVII (Intellectuele eigendom) :

- Punt 6 (Verordening (EEG) nr. 1768/92 van de Raad);
- Punt 6a (Verordening (EG) nr. 1610/96 van het Europees Parlement en de Raad).

## DEEL II

## ANDERE WIJZIGINGEN VAN DE BIJLAGEN BIJ DE EER-OVEREENKOMST

In de bijlagen bij de EER-overeenkomst worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In bijlage V (Vrij verkeer van werknemers) :

1) In punt 3 (Richtlijn 68/360/EEG van de Raad) wordt aanpassing *e*, ii), vervangen door :

« ii) wordt de voetnoot vervangen door het volgende :

« Belgische, Britse, Bulgaarse, Cyprische, Deense, Duitse, Estlandse, Finse, Franse, Griekse, Hongaarse, Ierse, IJslandse, Italiaanse, Letse, Liechtensteinse, Litouwse, Luxemburgse, Maltese, Nederlandse, Noorse, Oostenrijkse, Poolse, Portugese, Roemeense, Sloveense, Slowaakse, Spaanse, Tsjechische, Zweedse, al naar gelang het land dat de kaart heeft afgegeven. » »

## Bijlage B

Lijst bedoeld in artikel 4 van de overeenkomst

De bijlagen bij de EER-overeenkomst worden als volgt gewijzigd :

Bijlage II (Technische voorschriften, normen, keuring en certificatie) :

1. In hoofdstuk XV, punt 12a (Richtlijn 91/414/EEG van de Raad), wordt na de alinea inzake de overgangsregelingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 5, afdeling B, deel II) zijn van toepassing. »

2. In hoofdstuk XVII, punt 7 (Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad), wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 10, afdeling B, punt 2) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling B, punt 2) zijn van toepassing. »

3. In hoofdstuk XVII, punt 8 (Richtlijn 94/63/EG van het Europees Parlement en de Raad), wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 10, afdeling A, punt 1) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling A) zijn van toepassing. »

4. In hoofdstuk XXV, punt 3 (Richtlijn 2001/37/EG van het Europees Parlement en de Raad), wordt vóór de tekst inzake de aanpassing de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 7) zijn van toepassing. »

Bijlage V (Vrij verkeer van werknemers) :

De tekst van de tweede alinea van de rubriek « OVERGANGSPERIODE » wordt vervangen door :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 1) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 1) zijn van toepassing.

Met betrekking tot de vrijwaringsmechanismen opgenomen in de in de vorige alinea bedoelde overgangsregelingen, met uitzondering van de regelingen voor Malta, is Protocol 44 betreffende vrijwaringsmechanismen naar aanleiding van uitbreidingen van de Europese Economische Ruimte van toepassing. »

Bijlage VIII (Recht van vestiging) :

De tekst van de tweede alinea van de rubriek « OVERGANGSPERIODE » wordt vervangen door :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 1) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 1) zijn van toepassing.

Met betrekking tot de vrijwaringsmechanismen opgenomen in de in de vorige alinea bedoelde overgangsregelingen, met uitzondering van de regelingen voor Malta, is Protocol 44 betreffende vrijwaringsmechanismen naar aanleiding van uitbreidingen van de Europese Economische Ruimte van toepassing. »

## Bijlage IX (Financiële diensten) :

In punt 30c (Richtlijn 97/9/EG van het Europees Parlement en de Raad) wordt de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 2) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 2) zijn van toepassing. ».

## Bijlage XI (Telecommunicatiediensten) :

In punt 5cm (Richtlijn 2002/22/EG van het Europees Parlement en de Raad) wordt voor de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 9) zijn van toepassing. ».

## Bijlage XII (Vrij verkeer van kapitaal) :

Na de tekst van de rubriek « OVERGANGSPERIODE » wordt de volgende nieuwe alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 3) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 3) zijn van toepassing. ».

## Bijlage XIII (Vervoer) :

1. In punt 15a (Richtlijn 96/53/EG van de Raad) wordt de volgende alinea toegevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 5, punt 3) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 6, punt 2) zijn van toepassing. ».

2. In punt 18a (Richtlijn 1999/62/EG van het Europees Parlement en de Raad) wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 6, punt 3) zijn van toepassing. ».

3. In punt 19 (Richtlijn 96/26/EG van de Raad) wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 5, punt 2) zijn van toepassing. ».

4. In punt 26c (Verordening (EEG) nr. 3118/93 van de Raad) wordt de tekst van de tweede alinea inzake de overgangsregelingen vervangen door :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 5, punt 1) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 6, punt 1) zijn van toepassing. ».

Met betrekking tot de vrijwaringsmechanismen opgenomen in de in de vorige alinea bedoelde overgangsregelingen is Protocol 44 betreffende vrijwaringsmechanismen naar aanleiding van uitbreidingen van de Europese Economische Ruimte van toepassing. ».

## Bijlage XV (Staatssteun) :

1. Aan het einde van de rubriek « SECTORIELE AANPASSINGEN » wordt de volgende alinea ingevoegd :

« De regelingen betreffende de bestaande steunprogramma's, omschreven in hoofdstuk 2 (Mededingingsbeleid) van bijlage V bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005, zijn tussen de overeenkomstsluitende partijen van toepassing. ».

2. Het volgende wordt vóór de rubriek « VERMELDE BESLUITEN » ingevoegd :

## « OVERGANGSPERIODE

De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 4) zijn van toepassing. ».

## Bijlage XVII (Intellectuele eigendom) :

Aan de rubriek « SECTORIELE AANPASSINGEN » wordt het volgende toegevoegd :

« De specifieke mechanismen die zijn omschreven in hoofdstuk 1 (Vennootschapsrecht) van bijlage V bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 zijn tussen de overeenkomstsluitende partijen van toepassing. ».

Bijlage XVIII (Gezondheid en veiligheid op het werk, arbeidsrecht en gelijke behandeling van mannen en vrouwen) :

In punt 30 (Richtlijn 96/71/EG van het Europees Parlement en de Raad) wordt de tekst van de tweede alinea inzake de overgangsregelingen vervangen door het volgende :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 1) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 1) zijn van toepassing. ».

Met betrekking tot de vrijwaringsmechanismen opgenomen in de in de vorige alinea bedoelde overgangsregelingen is Protocol 44 betreffende vrijwaringsmechanismen naar aanleiding van uitbreidingen van de Europese Economische Ruimte van toepassing. ».

## Bijlage XX (Milieu) :

1. In punt 1f (Richtlijn 96/61/EG van de Raad) wordt de volgende alinea toegevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 10, afdeling D, punt 1) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling D, punt 1) zijn van toepassing. ».

2. In punt 7a (Richtlijn 98/83/EG van de Raad) wordt de volgende alinea toegevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling C, punt 5) zijn van toepassing. ».

3. In punt 9 (Richtlijn 83/513/EG van de Raad) wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :



« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling C, punt 1) zijn van toepassing. ».

4. In punt 10 (Richtlijn 84/156/EEG van de Raad) wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling C, punt 1) zijn van toepassing. ».

5. In punt 11 (Richtlijn 84/491/EEG van de Raad) wordt voor de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling C, punt 2) zijn van toepassing. ».

6. In punt 12 (Richtlijn 86/280/EEG van de Raad) wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling C, punt 3) zijn van toepassing. ».

7. In punt 13 (Richtlijn 91/271/EEG van de Raad) wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 10, afdeling C) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling C, punt 4) zijn van toepassing. ».

8. In punt 19a (Richtlijn 2001/80/EG van het Europees Parlement en de Raad) wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 10, afdeling D, punt 2) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling D, punt 3) zijn van toepassing. ».

9. In punt 21ad (Richtlijn 1999/32/EG van de Raad) wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 10, afdeling A, punt 2) zijn van toepassing. ».

10. In punt 32c (Verordening (EEG) nr. 259/93 van de Raad) wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 10, afdeling B, punt 1) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling B, punt 1) zijn van toepassing. ».

11. In punt 32d (Richtlijn 1999/31/EG van de Raad) wordt de volgende alinea toegevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 10, afdeling B, punt 3) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling B, punt 3) zijn van toepassing. ».

12. In punt 32f (Richtlijn 2000/76/EG van het Europees Parlement en de Raad) wordt voor de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling D, punt 2) zijn van toepassing. ».

13. In punt 32fa (Richtlijn 2002/96/EG van het Europees Parlement en de Raad), wordt tussen de alinea inzake de overgangsregelingen en de tekst inzake de aanpassingen de volgende alinea ingevoegd :

« De overgangsregelingen omschreven in de bijlagen bij de Toetredingsakte van 25 april 2005 dan wel het Toetredingsprotocol van 25 april 2005 voor Bulgarije (bijlage VI, hoofdstuk 10, afdeling B, punt 4) en Roemenië (bijlage VII, hoofdstuk 9, afdeling B, punt 4) zijn van toepassing. ».

---

#### SLOTAKTE

De gevolmachtigden van :

DE EUROPESE GEMEENSCHAP, hierna « de Gemeenschap » genoemd,

en van

HET KONINKRIJK BELGIE,

DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK DENEMARKEN,

DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND,

DE REPUBLIEK ESTLAND,

IERLAND,

DE HELLEENSE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK SPANJE,

DE FRANSE REPUBLIEK,

DE ITALIAANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK CYPRUS,

DE REPUBLIEK LETLAND,  
DE REPUBLIEK LITOUWEN,  
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,  
DE REPUBLIEK HONGARIJE,  
MALTA,  
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,  
DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,  
DE REPUBLIEK POLEN,  
DE PORTUGESE REPUBLIEK,  
DE REPUBLIEK SLOVENIE,  
DE SLOWAAKSE REPUBLIEK,  
DE REPUBLIEK FINLAND,  
HET KONINKRIJK ZWEDEN,  
HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITANNIE EN NOORD-IERLAND,  
Verdragsluitende partijen bij het Verdrag tot oprichting van de EUROPESE GEMEENSCHAP, hierna de  
« EG-lidstaten » genoemd,  
de gevolmachtigden van :  
IJSLAND,  
HET VORSTENDOM LIECHTENSTEIN,  
HET KONINKRIJK NOORWEGEN,  
hierna « de EVA-staten » genoemd,  
gezamenlijk partijen bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, gedaan te Porto  
op 2 mei 1992, hierna « de EER-overeenkomst » genoemd, hierna gezamenlijk « de huidige  
overeenkomstsluitende partijen » genoemd, en  
de gevolmachtigden van :  
DE REPUBLIEK BULGARIJE,  
ROEMENIE,  
hierna de « nieuwe overeenkomstsluitende partijen » genoemd,

bijeengekomen te Brussels op vijftiengste juli tweeduizend zeven voor de ondertekening van de overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, hebben de volgende teksten goedgekeurd :

I. Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte (hierna « de Overeenkomst » genoemd);

II. De onderstaande teksten die aan de Overeenkomst zijn gehecht :

Bijlage A : Lijst bedoeld in artikel 3 van de Overeenkomst;

Bijlage B : Lijst bedoeld in artikel 4 van de Overeenkomst.

De gevolmachtigden van de huidige overeenkomstsluitende partijen en de gevolmachtigden van de nieuwe overeenkomstsluitende partijen hebben de volgende gemeenschappelijke verklaringen aangenomen, die aan deze slotakte zijn gehecht :

1. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de tijdelijke bekrachtiging van de overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte;

2. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de datum waarop de overgangsregelingen verstrijken;

3. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de toepassing van de oorsprongsregels na de inwerkingtreding van de overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte;

4. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de handel in landbouwproducten en verwerkte landbouwproducten;

5. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de sectorale aanpassing voor Liechtenstein op het gebied van het vrije verkeer van personen;

6. Gezamenlijke verklaring betreffende de prioritaire sectoren genoemd in Protocol 38*bis*;

7. Gezamenlijke verklaring betreffende de financiële bijdragen.

De gevolmachtigden van de huidige overeenkomstsluitende partijen en de gevolmachtigden van de nieuwe overeenkomstsluitende partijen hebben nota genomen van de volgende verklaringen, die aan deze slotakte zijn gehecht :

1. Algemene gemeenschappelijke verklaring van de EVA-staten;

2. Gemeenschappelijke verklaring van de EVA-staten betreffende het vrije verkeer van werknemers;

3. Unilaterale verklaring van de regering van Liechtenstein betreffende het addendum bij protocol 38*bis*.

Bovendien zijn zij overeengekomen dat, uiterlijk bij de inwerkingtreding van de overeenkomst, de EER-overeenkomst, zoals gewijzigd bij het protocol tot aanpassing van de overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, en de volledige tekst van alle besluiten van het Gemengd Comité van de EER moeten worden opgemaakt in de Bulgaarse en Roemeense taal en door de vertegenwoordigers van de huidige overeenkomstsluitende partijen en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen moeten worden bekrachtigd.

Zij nemen nota van de overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Bulgarije, die eveneens aan deze slotakte is gehecht.

Zij nemen tevens nota van de overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Roemenië, die aan deze slotakte is gehecht.

Zij nemen verder nota van het Aanvullend Protocol bij de overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en IJsland naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie, dat aan deze slotakte is gehecht.

Zij nemen verder nota van het Aanvullend Protocol bij de overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie, dat eveneens aan deze slotakte is gehecht.

Zij benadrukken dat over de bovengenoemde overeenkomsten en protocollen overeenstemming is bereikt in de veronderstelling dat dit de deelname aan de Europese Economische Ruimte onverlet laat.

Gedaan te Brussel, de vijftiendste juli tweeduizend zeven.

#### GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARINGEN VAN DE HUIDIGE OVEREENKOMSTSLUITENDE PARTIJEN EN DE NIEUWE OVEREENKOMSTSLUITENDE PARTIJEN BIJ DE OVEREENKOMST

#### GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE TIJDIGE BEKRACHTIGING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE DEELNAME VAN DE REPUBLIEK BULGARIJE EN ROEMENIE AAN DE EUROPESE ECONOMISCHE RUIMTE

De huidige overeenkomstsluitende partijen en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen benadrukken dat het van groot belang is dat alle partijen tijdig tot bekrachtiging of goedkeuring overgaan van de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, overeenkomstig hun grondwettelijke vereisten, teneinde aldus het goed functioneren van de Europese Economische Ruimte te kunnen waarborgen.

#### GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE DATUM WAAROP DE OVERGANGSREGELINGEN VERSTRIJKEN

De overgangsregelingen van het Toetredingsverdrag worden overgenomen in de EER-overeenkomst en verstrijken op dezelfde datum als die waarop zij zouden zijn verstreken indien de uitbreiding van de Europese Unie en die van de EER gelijktijdig hadden plaatsgevonden op 1 januari 2007.

#### GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN DE OORSPRONGSREGELS NA DE INWERKINGTREDING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE DEELNAME VAN DE REPUBLIEK BULGARIJE EN ROEMENIE AAN DE EUROPESE ECONOMISCHE RUIMTE

1. Een bewijs van oorsprong dat is afgegeven door een EVA-staat of een nieuwe overeenkomstsluitende partij krachtens een preferentiële overeenkomst tussen de EVA-staten en die nieuwe overeenkomstsluitende partij of krachtens de unilaterale nationale wetgeving van een EVA-staat of een nieuwe overeenkomstsluitende partij geldt als bewijs van preferentiële EER-oorsprong, mits :

a) het bewijs van oorsprong en de vervoersdocumenten uiterlijk op de dag vóór de datum van toetreding van de nieuwe overeenkomstsluitende partij tot de Europese Unie zijn afgegeven;

b) het bewijs van oorsprong binnen vier maanden na de inwerkingtreding van de overeenkomst aan de douaneautoriteiten wordt overgelegd.

Wanneer goederen uit een EVA-staat of een nieuwe overeenkomstsluitende partij vóór de datum waarop de nieuwe overeenkomstsluitende partij tot de Europese Unie is toegetreden, ten invoer zijn aangegeven in een nieuwe overeenkomstsluitende partij respectievelijk een EVA-staat in het kader van een preferentiële regeling die op dat tijdstip tussen een EVA-staat en een nieuwe overeenkomstsluitende partij van kracht is, wordt een bewijs van oorsprong dat krachtens die regeling achteraf is afgegeven eveneens in de EVA-staten en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen aanvaard, mits dit bewijs binnen vier maanden na de inwerkingtreding van de overeenkomst aan de douaneautoriteiten wordt overgelegd.

2. Vergunningen waarmee de status van « toegelaten exporteur » is toegekend in het kader van overeenkomsten tussen de EVA-staten, enerzijds, en de Republiek Bulgarije en Roemenië, anderzijds, mogen door de EVA-staten, enerzijds, en de Republiek Bulgarije of Roemenië, anderzijds, worden gehandhaafd, mits de toegelaten exporteurs de EER-oorsprongsregels toepassen.

Deze vergunningen worden door de EVA-staten en de Republiek Bulgarije en Roemenië uiterlijk één jaar na de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst vervangen door nieuwe vergunningen, die worden afgegeven overeenkomstig de voorwaarden van protocol 4 bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte.

3. Verzoeken om controle achteraf van bewijzen van oorsprong die krachtens de in de leden 1 en 2 bedoelde preferentiële overeenkomsten en regelingen zijn afgegeven, worden door de bevoegde autoriteiten van de EVA-staten en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen aanvaard tot drie jaar na de afgifte van het bewijs van oorsprong, en kunnen door deze autoriteiten tot drie jaar na de aanvaarding van het bewijs van oorsprong worden ingediend.

#### GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE HANDEL IN LANDBOUWPRODUCTEN EN VERWERKTE LANDBOUWPRODUCTEN

1. In de context van de onderhandelingen over de uitbreiding van de EER is overleg gepleegd tussen de huidige overeenkomstsluitende partijen en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen, teneinde na te gaan of het noodzakelijk is om de bilaterale handelsovereenkomsten voor landbouwproducten en verwerkte landbouwproducten in de relevante onderdelen van de EER-overeenkomst of de relevante bilaterale overeenkomsten tussen de Europese Gemeenschap en IJsland, Liechtenstein of Noorwegen, aan te passen in het licht van de uitbreiding van de Europese Unie.

2. De huidige overeenkomstsluitende partijen en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen hebben per product de voorwaarden inzake markttoegang onderzocht en zijn overeengekomen dat in de context van de uitbreiding geen extra handelsconcessies voor landbouwproducten of verwerkte landbouwproducten aan de bestaande overeenkomsten worden toegevoegd.

3. De huidige overeenkomstsluitende partijen en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen zijn overeengekomen dat IJsland, Liechtenstein en Noorwegen zich ertoe verbinden geen claim, verzoek of beroep in te dienen, of concessies te wijzigen of in te trekken op grond van de artikelen XXIV.6 en XXVIII van de GATT 1994 naar aanleiding van deze uitbreiding van de Gemeenschap.

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING  
BETREFFENDE DE SECTORALE AANPASSING VOOR LIECHTENSTEIN  
OP HET GEBIED VAN HET VRIJE VERKEER VAN PERSONEN

De huidige overeenkomstsluitende partijen en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen,

— verwijzende naar de sectorale aanpassingen voor Liechtenstein op het gebied van het vrije verkeer van personen, als overeengekomen bij besluit nr. 191/1999 van het Gemengd Comité van de EVA en gewijzigd bij de Overeenkomst betreffende de deelname van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek aan de Europese Economische Ruimte van 14 oktober 2003,

— vaststellende dat het aantal onderdanen uit EG-lidstaten en EVA-staten dat zich in Liechtenstein wil vestigen, nog steeds groter is dan de netto-immigratiecijfers die in de bovenstaande regeling zijn vastgesteld,

— overwegende dat de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de EER zal resulteren in een groter aantal onderdanen dat het recht zal hebben om zich te beroepen op het vrije verkeer van personen, als vervat in de EER-overeenkomst,

komen overeen bij de herziening van de sectorale aanpassingen in de bijlagen V en VIII bij de EER-overeenkomst op passende wijze rekening te houden met deze feitelijke situatie en de absorptiecapaciteit van Liechtenstein die niet is veranderd.

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING  
BETREFFENDE DE PRIORITAIRE SECTOREN GENOEMD  
IN PROTOCOL 38BIS

De huidige overeenkomstsluitende partijen en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen herinneren eraan dat niet alle prioritaire sectoren als gedefinieerd in artikel 3 van Protocol 38bis in elke begunstigde staat moeten worden gedekt.

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING  
BETREFFENDE DE FINANCIËLE BIJDRAGEN

De huidige overeenkomstsluitende partijen en de nieuwe overeenkomstsluitende partijen komen overeen dat de verschillende financiële bijdrageregelingen die zijn overeengekomen in de context van de EER-uitbreiding geen precedent vormen voor de periode na hun verstrijken op 30 april 2009.

ANDERE VERKLARINGEN VAN EEN OF MEER VAN DE OVEREENKOMSTSLUITENDE PARTIJEN

ALGEMENE GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING VAN DE EVA-STATEN

De EVA-staten nemen nota van de voor de EER-overeenkomst relevante verklaringen die zijn gehecht aan de Slotakte van het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (lidstaten van de Europese Unie), en de Republiek Bulgarije en Roemenië betreffende de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie.

De EVA-staten benadrukken dat de voor de EER-overeenkomst relevante verklaringen die aan de Slotakte van het in de vorige alinea bedoelde Verdrag zijn gehecht, niet mogen worden uitgelegd of toegepast op een wijze die strijdig is met de verplichtingen van de huidige overeenkomstsluitende partijen of de nieuwe overeenkomstsluitende partijen zoals die uit deze Overeenkomst of de EER-overeenkomst voortvloeien.

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING  
VAN DE EVA-STATEN BETREFFENDE  
HET VRIJE VERKEER VAN WERKNEMERS

De EVA-staten benadrukken de belangrijke aspecten van differentiëring en flexibiliteit bij de regeling voor het vrije verkeer van werknemers. Zij streven ernaar onderdanen van de Republiek Bulgarije en Roemenië overeenkomstig de nationale wetgeving uitgebreider toegang tot hun arbeidsmarkt te verlenen, teneinde de aanpassing aan het acquis te versnellen. De arbeidsmogelijkheden in de EVA-staten voor onderdanen van de Republiek Bulgarije en Roemenië zullen daardoor vanaf de toetreding van die staten aanzienlijk verbeteren. De EVA-staten zullen bovendien de voorgestelde regeling zo goed mogelijk benutten, teneinde op het gebied van het vrije verkeer van werknemers zo spoedig mogelijk over te gaan tot volledige toepassing van het acquis. Voor Liechtenstein zal dit geschieden overeenkomstig de specifieke regeling waarin wordt voorzien in de sectorale aanpassingen van bijlage V (vrije verkeer van werknemers) en bijlage VIII (recht van vestiging) bij de EER-overeenkomst.

UNILATERALE VERKLARING  
VAN DE REGERING VAN LIECHTENSTEIN  
BETREFFENDE HET ADDENDUM BIJ PROTOCOL 38BIS

De regering van Liechtenstein,

— verwijzende naar het addendum bij Protocol 38bis,

— eraan herinnerende dat de Republiek Bulgarije en Roemenië in dezelfde mate moeten profiteren van de bijdragen van de EVA-staten tot de vermindering van de economische en sociale verschillen in de Europese Economische Ruimte, als de begunstigde staten die worden genoemd in artikel 5 van Protocol 38bis en rekening houdend met de in dat artikel opgenomen verdeelsleutel,

— opmerkende dat de EVA-staten een buitengewone inspanning hebben geleverd in het kader van het financiële mechanisme van de EER om de financiering ten gunste van de Republiek Bulgarije en Roemenië te verhogen,

verklaart dat in verdere financiële regelingen die aan het einde van de in artikel 9 van Protocol 38bis bedoelde periode van vijf jaar mogelijk worden overeengekomen, rekening wordt gehouden met de reeds bereikte vermindering van de economische en sociale verschillen, zodat de bijdragen van de drie EVA-staten proportioneel kunnen worden verminderd, indien een of meer van de huidige begunstigde staten niet langer in aanmerking komen voor een dergelijke regeling.

---

## OVEREENKOMST IN DE VORM VAN EEN BRIEFWISSELING TUSSEN DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN HET KONINKRIJK NOORWEGEN BETREFFENDE EEN SAMENWERKINGSPROGRAMMA VOOR ECONOMISCHE GROEI EN DUURZAME ONTWIKKELING IN BULGARIJE

### A. Brief van de Europese Gemeenschap

Excellentie,

Ik heb de eer te verwijzen naar de onderhandelingen die tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen (hierna « Noorwegen » genoemd) hebben plaatsgevonden in de context van de toetreding van Bulgarije tot de EER-overeenkomst en de instelling van een samenwerkingsprogramma voor de bevordering van economische groei en duurzame ontwikkeling in Bulgarije.

De resultaten van de onderhandelingen zijn als volgt :

1. Door Noorwegen en Bulgarije wordt een samenwerkingsprogramma voor de bevordering van sociale en economische ontwikkeling in Bulgarije door middel van bilaterale projecten ingesteld, overeenkomstig een bilaterale overeenkomst tussen deze twee staten. De tekst van de bilaterale overeenkomst is als integrerend onderdeel aan deze briefwisseling gehecht.

2. Voor de uitvoering van het programma stelt Noorwegen een bedrag van in totaal 20 miljoen euro ter beschikking, dat beschikbaar is voor vastlegging in één tranche in 2007. Dit bedrag wordt beschikbaar gesteld vanaf de datum waarop de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, dan wel een overeenkomst tot voorlopige toepassing van die overeenkomst, in werking treedt, tot en met 30 april 2009.

3. Deze briefwisseling :

a) wordt door de Europese Gemeenschap en Noorwegen bekrachtigd of goedgekeurd volgens hun eigen procedures. De akten van bekrachtiging of goedkeuring worden nedergelegd bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie;

b) treedt in werking op de dag volgende op die waarop de laatste akte van bekrachtiging of goedkeuring is nedergelegd, op voorwaarde dat de akten van bekrachtiging of goedkeuring van de volgende aanverwante overeenkomsten eveneens zijn nedergelegd :

i) Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte;

ii) Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Roemenië;

iii) Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek IJsland naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie; en

iv) Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie.

Ik verzoek u te bevestigen dat u met de inhoud van deze brief instemt.

Met bijzondere hoogachting,

Gedaan te Brussel, de vijftiendste juli tweeduizend zeven.

Voor de Europese Gemeenschap

---

### Bijlage

## OVEREENKOMST BETREFFENDE EEN SAMENWERKINGSPROGRAMMA VAN NOORWEGEN VOOR ECONOMISCHE GROEI EN DUURZAME ONTWIKKELING IN BULGARIJE TUSSEN HET KONINKRIJK NOORWEGEN EN DE REPUBLIEK BULGARIJE

hierna « de partijen » genoemd

### ARTIKEL 1

#### Doelstelling

Er wordt een samenwerkingsprogramma van Noorwegen ingesteld ter bevordering van de sociale en economische ontwikkeling in Bulgarije door middel van bilaterale samenwerkingsprojecten tussen de partijen in de in artikel 4 genoemde sectoren.

### ARTIKEL 2

#### Financiële omvang

Voor de uitvoering van het samenwerkingsprogramma van Noorwegen voor de Republiek Bulgarije stelt Noorwegen een bedrag van in totaal 20 miljoen euro ter beschikking, dat beschikbaar is voor vastlegging in één tranche in 2007.

## ARTIKEL 3

## Looptijd

Het in artikel 2 genoemde bedrag wordt ter beschikking gesteld vanaf de datum waarop de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte in werking treedt, dan wel vanaf de datum waarop een overeenkomst tot voorlopige toepassing van die overeenkomst in werking treedt, tot en met 30 april 2009.

## ARTIKEL 4

## Prioritaire sectoren

Het samenwerkingsprogramma van Noorwegen voor Bulgarije heeft betrekking op bilaterale samenwerkingsprojecten tussen in aanmerking komende aanvragers van de partijen ter bevordering van de sociale en economische ontwikkeling in Bulgarije in de volgende prioritaire sectoren :

- vermindering van de uitstoot van broeikasgassen, onder meer door middel van projecten inzake gezamenlijke uitvoering uit hoofde van het Kyoto-protocol, alsmede andere emissies in lucht en water;
- efficiënt energiegebruik en duurzame energiebronnen;
- facilitering van duurzame productie, met inbegrip van certificatie en verificatie;
- tenuitvoerlegging van het Schengenacquis, ondersteuning van de nationale Schengenplannen en versterking van het justitiële stelsel.

Activiteiten kunnen worden uitgevoerd op het gebied van onder meer innovatie, ontwikkeling van het menselijk potentieel, netwerkvorming, capaciteitsopbouw, overdracht van technologie en onderzoek en ontwikkeling.

## ARTIKEL 5

## Maxima voor medefinanciering

De bijdrage van Noorwegen in de vorm van subsidie mag niet meer bedragen dan 60% van de projectkosten; wanneer een project echter voor het overige wordt gefinancierd uit de begroting van een centrale, regionale of plaatselijke overheid, mag de bijdrage tot 85 % van de totale projectkosten bedragen. De door de Gemeenschap vastgestelde maxima voor medefinanciering mogen in geen geval worden overschreden. Bijdragen aan niet-gouvernementele organisaties en sociale partners mogen ten hoogste 90 % van de projectkosten belopen.

## ARTIKEL 6

## Beheer

Het samenwerkingsprogramma van Noorwegen voor Bulgarije wordt beheerd door de Noorse Regering of een door haar aangewezen entiteit. De beheersentiteit pleegt overleg met het door de Bulgaarse regering in te stellen contactpunt. De Commissie kan de projecten screenen (1).

Wanneer dat noodzakelijk is, stelt de Noorse Regering verdere bepalingen voor de tenuitvoerlegging van deze Overeenkomst vast.

De beheerskosten voor het Noorse samenwerkingsprogramma worden uit het in artikel 2 genoemde bedrag betaald.

## ARTIKEL 7

## Inwerkingtreding

Deze Overeenkomst wordt door het Koninkrijk Noorwegen en de Republiek Bulgarije volgens hun nationale procedures bekrachtigd. Zij treedt in werking dertig dagen na de datum waarop de laatste partij haar akte van bekrachtiging bij het Noorse Ministerie van Buitenlandse Zaken heeft nedergelegd, maar niet eerder dan de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, dan wel vanaf de datum van inwerkingtreding van een overeenkomst tot voorlopige toepassing van die overeenkomst.

Gedaan te Brussel, de vijftiendste juli tweeduizend zeven.

Voor het Koninkrijk Noorwegen

Voor de Republiek Bulgarije

## Nota

(1) Het bepaalde in de laatste zin van artikel 6, lid 1, is ook van toepassing als een aanpassing van artikel 4, lid 3, van de overeenkomst tussen het Koninkrijk Noorwegen en de Europese Gemeenschap inzake een financieel mechanisme van Noorwegen voor de periode 2004-2009.

---

B. Brief van het Koninkrijk Noorwegen

Excellentie,

Ik heb de eer de ontvangst te bevestigen van uw brief van heden, welke als volgt luidt :

Ik heb de eer te verwijzen naar de onderhandelingen die tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen (hierna « Noorwegen » genoemd) hebben plaatsgevonden in de context van de toetreding van Bulgarije tot de EER-overeenkomst en de instelling van een samenwerkingsprogramma voor de bevordering van economische groei en duurzame ontwikkeling in Bulgarije.

De resultaten van de onderhandelingen zijn als volgt :

1. Door Noorwegen en Bulgarije wordt een samenwerkingsprogramma voor de bevordering van sociale en economische ontwikkeling in Bulgarije door middel van bilaterale projecten ingesteld, overeenkomstig een bilaterale overeenkomst tussen deze twee staten. De tekst van de bilaterale overeenkomst is als integrerend onderdeel aan deze briefwisseling gehecht.

2. Voor de uitvoering van het programma stelt Noorwegen een bedrag van in totaal 20 miljoen euro ter beschikking, dat beschikbaar is voor vastlegging in één tranche in 2007. Dit bedrag wordt beschikbaar gesteld vanaf de datum waarop de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, dan wel een overeenkomst tot voorlopige toepassing van die overeenkomst, in werking treedt, tot en met 30 april 2009.

3. Deze briefwisseling :

a) wordt door de Europese Gemeenschap en Noorwegen bekrachtigd of goedgekeurd volgens hun eigen procedures. De akten van bekrachtiging of goedkeuring worden nedergelegd bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie;

b) treedt in werking op de dag volgende op die waarop de laatste akte van bekrachtiging of goedkeuring is nedergelegd, op voorwaarde dat de akten van bekrachtiging of goedkeuring van de volgende aanverwante overeenkomsten eveneens zijn nedergelegd :

i) Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte;

ii) Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Roemenië;

iii) Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek IJsland naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie; en

iv) Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie. »

Ik heb de eer u de instemming met de inhoud van uw brief te bevestigen.

Met bijzondere hoogachting,

Gedaan te Brussel, de vijftiengste juli tweeduizend zeven.

Voor het Koninkrijk Noorwegen

---

#### OVEREENKOMST IN DE VORM VAN EEN BRIEFWISSELING TUSSEN DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN HET KONINKRIJK NOORWEGEN BETREFFENDE EEN SAMENWERKINGSPROGRAMMA VOOR ECONOMISCHE GROEI EN DUURZAME ONTWIKKELING IN ROEMENIË

A. Brief van de Europese Gemeenschap

Excellentie,

Ik heb de eer te verwijzen naar de onderhandelingen die tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk

Noorwegen (hierna Noorwegen » genoemd) hebben plaatsgevonden in de context van de toetreding van Roemenië tot de EER-overeenkomst en de instelling van een samenwerkingsprogramma voor de bevordering van economische groei en duurzame ontwikkeling in Roemenië.

De resultaten van de onderhandelingen zijn als volgt :

1. Door Noorwegen en Roemenië wordt een samenwerkingsprogramma voor de bevordering van economische groei en duurzame ontwikkeling in Roemenië door middel van bilaterale projecten ingesteld, overeenkomstig een bilaterale overeenkomst tussen deze twee staten. De tekst van de bilaterale overeenkomst is als integrerend onderdeel aan deze briefwisseling gehecht.

2. Voor de uitvoering van het programma stelt Noorwegen een bedrag van in totaal 48 miljoen euro ter beschikking, dat beschikbaar is voor vastlegging in één tranche in 2007. Dit bedrag wordt beschikbaar gesteld vanaf de datum waarop de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, dan wel een overeenkomst tot voorlopige toepassing van die overeenkomst, in werking treedt, tot en met 30 april 2009.

3. Deze briefwisseling :

a) wordt door de Europese Gemeenschap en Noorwegen bekrachtigd of goedgekeurd volgens hun eigen procedures. De akten van bekrachtiging of goedkeuring worden nedergelegd bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie;

b) treedt in werking op de dag volgende op die waarop de laatste akte van bekrachtiging of goedkeuring is nedergelegd, op voorwaarde dat de akten van bekrachtiging of goedkeuring van de volgende aanverwante overeenkomsten eveneens zijn nedergelegd :

i) Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte;

ii) Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Bulgarije;

iii) Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek IJsland naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie; en

iv) Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie.

Ik verzoek u te bevestigen dat u met de inhoud van deze brief instemt.

Met bijzondere hoogachting,

Gedaan te Brussel, de vijftiengste juli tweeduizend zeven.

Voor de Europese Gemeenschap

## Bijlage

## OVEREENKOMST BETREFFENDE EEN SAMENWERKINGSPROGRAMMA VAN NOORWEGEN VOOR ECONOMISCHE GROEI EN DUURZAME ONTWIKKELING IN ROEMENIË TUSSEN HET KONINKRIJK NOORWEGEN EN ROEMENIË

hierna de partijen » genoemd

## Artikel 1

## Doelstelling

Er wordt een samenwerkingsprogramma van Noorwegen ingesteld ter bevordering van de sociale en economische ontwikkeling in de Roemenië door middel van bilaterale samenwerkingsprojecten tussen de partijen in de in artikel 4 genoemde sectoren.

## Artikel 2

## Financiële omvang

Voor de uitvoering van het samenwerkingsprogramma van Noorwegen voor Roemenië stelt Noorwegen een bedrag van in totaal 48 miljoen euro ter beschikking, dat beschikbaar is voor vastlegging in één tranche in 2007.

## Artikel 3

## Looptijd

Het in artikel 2 genoemde bedrag wordt ter beschikking gesteld vanaf de datum waarop de overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte in werking treedt, dan wel vanaf de datum waarop een overeenkomst tot voorlopige toepassing van die overeenkomst in werking treedt, tot en met 30 april 2009.

## Artikel 4

## Prioritaire sectoren

Het samenwerkingsprogramma van Noorwegen voor Roemenië heeft betrekking op bilaterale samenwerkingsprojecten tussen in aanmerking komende aanvragers van de partijen ter bevordering van de sociale en economische ontwikkeling in Roemenië in de volgende prioritaire sectoren :

- vermindering van de uitstoot van broeikasgassen, onder meer door middel van projecten inzake gezamenlijke uitvoering uit hoofde van het Kyoto-protocol, alsmede andere emissies in lucht en water;
- efficiënt energiegebruik en duurzame energiebronnen;
- facilitering van duurzame productie, met inbegrip van certificatie en verificatie;
- gezondheid.

Activiteiten kunnen worden uitgevoerd op het gebied van onder meer innovatie, ontwikkeling van het menselijk potentieel, netwerkvorming, capaciteitsopbouw, overdracht van technologie en onderzoek en ontwikkeling.

## Artikel 5

## Maxima voor medefinanciering

De bijdrage van Noorwegen in de vorm van subsidie mag niet meer bedragen dan 60 % van de projectkosten; wanneer een project echter voor het overige wordt gefinancierd uit de begroting van een centrale, regionale of plaatselijke overheid, mag de bijdrage tot 85 % van de totale projectkosten bedragen. De door de Gemeenschap vastgestelde maxima voor medefinanciering mogen in geen geval worden overschreden. Bijdragen aan niet-gouvernementele organisaties en sociale partners mogen ten hoogste 90 % van de projectkosten belopen.

## Artikel 6

## Beheer

Het samenwerkingsprogramma van Noorwegen voor Roemenië wordt beheerd door de Noorse regering of een door haar aangewezen entiteit. De beheersentiteit pleegt overleg met het door de Roemeense regering in te stellen contactpunt. De Commissie kan de projecten screenen (1). Wanneer dat noodzakelijk is, stelt de Noorse regering verdere bepalingen voor de tenuitvoerlegging van deze overeenkomst vast. De beheerskosten voor het Noorse samenwerkingsprogramma worden uit het in artikel 2 genoemde bedrag betaald.

## Artikel 7

## Inwerkingtreding

Deze Overeenkomst wordt door het Koninkrijk Noorwegen en Roemenië volgens hun nationale procedures bekrachtigd. Zij treedt in werking dertig dagen na de datum waarop de laatste partij haar akte van bekrachtiging bij het Noorse Ministerie van Buitenlandse Zaken heeft nedergelegd, maar niet eerder dan de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, dan wel vanaf de datum van inwerkingtreding van een overeenkomst tot voorlopige toepassing van die overeenkomst.

Gedaan te Brussel,

Voor het Koninkrijk Noorwegen

Voor Roemenië

## Nota

(1) Het bepaalde in de laatste zin van artikel 6, lid 1, is ook van toepassing als een aanpassing van artikel 4, lid 3, van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk Noorwegen en de Europese Gemeenschap inzake een financieel mechanisme van Noorwegen voor de periode 2004-2009 (PB L 130 van 29.4.2004, blz. 81).



B. Brief van het Koninkrijk Noorwegen

Excellentie,

Ik heb de eer de ontvangst te bevestigen van uw brief van heden, welke als volgt luidt :

Ik heb de eer te verwijzen naar de onderhandelingen die tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen (hierna « Noorwegen » genoemd) hebben plaatsgevonden in de context van de toetreding van Roemenië tot de EER-overeenkomst en de instelling van een samenwerkingsprogramma voor de bevordering van economische groei en duurzame ontwikkeling in Roemenië.

De resultaten van de onderhandelingen zijn als volgt :

1. Door Noorwegen en Roemenië wordt een samenwerkingsprogramma voor de bevordering van economische groei en duurzame ontwikkeling in Roemenië door middel van bilaterale projecten ingesteld, overeenkomstig een bilaterale overeenkomst tussen deze twee staten. De tekst van de bilaterale overeenkomst is als integrerend onderdeel aan deze briefwisseling gehecht.

2. Voor de uitvoering van het programma stelt Noorwegen een bedrag van in totaal 48 miljoen euro ter beschikking, dat beschikbaar is voor vastlegging in één tranche in 2007. Dit bedrag wordt beschikbaar gesteld vanaf de datum waarop de overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte, dan wel een overeenkomst tot voorlopige toepassing van die overeenkomst, in werking treedt, tot en met 30 april 2009.

3. Deze briefwisseling :

a) wordt door de Europese Gemeenschap en Noorwegen bekrachtigd of goedgekeurd volgens hun eigen procedures. De akten van bekrachtiging of goedkeuring worden nedergelegd bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie;

b) treedt in werking op de dag volgende op die waarop de laatste akte van bekrachtiging of goedkeuring is nedergelegd, op voorwaarde dat de akten van bekrachtiging of goedkeuring van de volgende aanverwante overeenkomsten eveneens zijn nedergelegd :

i) Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte;

ii) Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Bulgarije;

iii) Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek IJsland naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie; en

iv) Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie. »

Ik heb de eer u de instemming met de inhoud van deze brief te bevestigen.

Met bijzondere hoogachting,

Gedaan te Brussel, de vijftiengste juli tweeduizend zeven.

Voor het Koninkrijk Noorwegen

#### AANVULLEND PROTOCOL BIJ DE OVEREENKOMST TUSSEN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP EN IJSLAND NAAR AANLEIDING VAN DE TOETREDING VAN DE REPUBLIEK BULGARIJE EN ROEMENIE TOT DE EUROPESE UNIE DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN IJSLAND,

Gelet op de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek IJsland, die op 22 juli 1972 te Brussel is ondertekend, hierna de Overeenkomst » genoemd, en de regeling die IJsland en de Gemeenschap voor de handel in vis en visserijproducten zijn overeengekomen,

Gelet op de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie,

Gelet op de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte,

Gelet op de huidige regelingen voor de handel in vis en visserijproducten tussen IJsland en de Republiek Bulgarije en Roemenië,

Hebben besloten in gezamenlijk overleg de aanpassingen vast te stellen die in de Overeenkomst dienen te worden aangebracht naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie,

En hebben besloten dit protocol te sluiten :

#### Artikel 1

De tekst van de Overeenkomst, de bijlagen en de protocollen die daarvan een integrerend onderdeel vormen, de slotakte en de daaraan gehechte verklaringen worden opgemaakt in de Bulgaarse en de Roemeense taal. De teksten in deze talen zijn evenzeer authentiek als de oorspronkelijke teksten. Het Gemengd Comité moet de Bulgaarse en de Roemeense teksten goedkeuren.

#### Artikel 2

Bijzondere bepalingen inzake de invoer in de Gemeenschap van bepaalde visproducten en visserijproducten van oorsprong uit IJsland zijn opgenomen in dit protocol en in de bijlage bij dit protocol. De jaarlijkse rechtenvrije contingenten waarin in de bijlage bij dit protocol wordt voorzien, zijn van toepassing gedurende de periode van 1 januari 2007 tot en met 30 april 2009. De omvang van de contingenten wordt aan het einde van die periode opnieuw bekeken, waarbij alle relevante belangen in aanmerking worden genomen. De omvang van de contingenten voor 2007 wordt niet effectief verlaagd, omdat de uitbreiding van de Europese Economische Ruimte niet heeft plaatsgevonden op 1 januari 2007. De tariefcontingenten voor 2009 worden overeenkomstig hun toepassing verlaagd tot en met 30 april 2009.

#### Artikel 3

Dit protocol wordt door de partijen bekrachtigd of goedgekeurd volgens hun eigen procedures. De akten van bekrachtiging of goedkeuring worden nedergelegd bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie. Het treedt in werking op de dag volgende op die waarop de laatste akte van bekrachtiging of goedkeuring is nedergelegd, op voorwaarde dat de akten van bekrachtiging of goedkeuring van de volgende aanverwante overeenkomsten eveneens zijn nedergelegd : i) Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte; ii) Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame

ontwikkeling in Bulgarije; iii) Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Roemenië; en iv) Aanvullend Protocol bij de overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie.

#### Artikel 4

Dit protocol is opgesteld in twee exemplaren in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische, de Zweedse en de IJslandse taal. Alle teksten zijn gelijkelijk authentiek.

Gedaan te Brussel, de vijftiendste juli tweeduizend zeven.

Voor de Europese Gemeenschap

Voor IJsland

#### Bijlage

##### BIJZONDERE BEPALINGEN BEDOELD IN ARTIKEL 2

De Gemeenschap opent de volgende nieuwe jaarlijkse rechtenvrije contingenten voor producten van oorsprong uit IJsland.

GN code	Omschrijving	Omvang van het jaarlijkse contingent
0306 19 30	Langoestines ( <i>Nephrops norvegicus</i> ), bevroren	520 t (1)
0304 19 35	Filets van Noorse schelvis ( <i>Sebastes spp.</i> ), vers of gekoeld	750 t

#### Nota

(1) Aanvullend rechtenvrij tariefcontingent. Indien dit specifieke contingent eind 2007 niet volledig is opgebruikt, dan kan het resterende gedeelte ervan naar 2008 worden overgedragen. Daartoe worden de afboekingen van dit specifieke contingent voor 2007 gestopt op de tweede werkdag van de Commissie volgend op 1 april 2008. Op de eerstvolgende werkdag wordt de niet opgenomen hoeveelheid van dit contingent voor 2007 ter beschikking gesteld in het kader van het overeenkomende tariefcontingent voor 2008. Vanaf die datum zijn afboekingen met terugwerkende kracht en terugboekingen niet meer mogelijk voor dat specifieke contingent in 2007.

#### AANVULLEND PROTOCOL BIJ DE OVEREENKOMST TUSSEN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP EN HET KONINKRIJK NOORWEGEN NAAR AANLEIDING VAN DE TOETREDING VAN DE REPUBLIEK BULGARIJE EN ROEMENIE TOT DE EUROPESE UNIE

DE EUROPESE GEMEENSCHAP

en

HET KONINKRIJK NOORWEGEN,

Gelet op de overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen, die op 14 mei 1973 te Brussel is ondertekend, hierna de Overeenkomst » genoemd, en de regeling die Noorwegen en de Gemeenschap voor de handel in vis en visserijproducten zijn overeengekomen,

Gelet op de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie,

Gelet op de overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte,

Gelet op de huidige regelingen voor de handel in vis en visserijproducten tussen Noorwegen en de Republiek Bulgarije en Roemenië,

Hebben besloten in gezamenlijk overleg de aanpassingen vast te stellen die in de Overeenkomst dienen te worden aangebracht naar aanleiding van de toetreding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie,

En hebben besloten dit protocol te sluiten :

#### Artikel 1

De tekst van de Overeenkomst, de bijlagen en de protocollen die daarvan een integrerend onderdeel vormen, de slotakte en de daaraan gehechte verklaringen worden opgemaakt in de Bulgaarse en de Roemeense taal. De teksten in deze talen zijn evenzeer authentiek als de oorspronkelijke teksten. Het Gemengd Comité moet de Bulgaarse en de Roemeense teksten goedkeuren.

#### Artikel 2

Bijzondere bepalingen inzake de invoer in de Gemeenschap van bepaalde vis en visserijproducten van oorsprong uit Noorwegen zijn opgenomen in dit protocol. De rechtenvrije contingenten waarin in artikel 3 bij dit protocol wordt voorzien, zijn van toepassing gedurende de periode van 1 januari 2007 tot en met 30 april 2009. De omvang van de in artikel 3 bedoelde contingenten wordt aan het einde van die periode opnieuw bekeken, waarbij alle relevante belangen in aanmerking worden genomen. De omvang van de contingenten voor 2007 wordt niet effectief verlaagd, omdat de uitbreiding van de Europese Economische Ruimte niet heeft plaatsgevonden op 1 januari 2007. De tariefcontingenten voor 2009 worden overeenkomstig hun toepassing verlaagd tot en met 30 april 2009. De oorsprongsregels die van toepassing zijn op de tariefcontingenten worden beschreven in protocol 3 van de Overeenkomst.

## Artikel 3

De Gemeenschap opent de volgende nieuwe jaarlijkse rechtenvrije contingenten :

- Makreel van de soorten *Scomber scombrus* en *Scomber japonicus*, bevroren (GN-code 0303 74 30) : 9 300 t
- Haring (*Clupea harengus*, *Clupea pallasii*), bevroren (GN-code 0303 51 00) : 1 800 t
- Haringfilets en haringflappen (*Clupea harengus*, *Clupea pallasii*), bevroren (GN-codes 0304 29 75 en 0304 99 23) : 600 t
- Andere vis, bevroren (GN-code 0303 79 98) : 2 200 t
- Andere zalmachtigen, bevroren (GN-code 0303 29 00) : 2 000 t
- Garnalen, gepeld en bevroren (GN-codes ex 1605 20 10, ex 1605 20 91 en ex 1605 20 99) : 2 000 t.

## Artikel 4

De Gemeenschap schrapt de voorwaarde voor industriële productie », en daarmee het vereiste van eindgebruiker, voor de tariefcontingenten die in 2004 zijn geopend voor bevroren makreel (volnummers 09.0760, 09.0763 en 09.0778), bevroren haring (volnummer 09.0752) en bevroren haringflappen (volnummer 09.0756). Dienovereenkomstig wordt ook het vereiste voor menselijke consumptie » voor producten in dezelfde tariefcontingenten geschrapt. De bestaande rechtenvrije tariefcontingenten voor bevroren gepelde garnalen met volnummer 09.0758 staan ter beschikking voor de GN-codes ex 1605 20 10, ex 1605 20 91 en ex 1605 20 99. Voor de periode van 1 januari 2008 tot en met 31 december 2008 voegt de Gemeenschap de twee bestaande rechtenvrije tariefcontingenten voor bevroren gepelde garnalen (volnummers 09.0745 en 09.0758) en het aanvullende nieuwe rechtenvrije tariefcontingent van 2 000 t waarin is voorzien in artikel 3, samen en stelt zij het samengevoegde tariefcontingent ter beschikking voor de GN-codes ex 1605 20 10, ex 1605 20 91 en ex 1605 20 99. Vanaf 1 januari 2009 zijn de twee bestaande rechtenvrije tariefcontingenten voor bevroren gepelde garnalen met de volnummers 09.0758 (2 500 t) en 09.0745 (5 500 t) en het nieuwe aanvullende rechtenvrije tariefcontingent van 2 000 t drie afzonderlijke tariefcontingenten, die ter beschikking staan voor de GN-codes ex 1605 20 10, ex 1605 20 91 en ex 1605 20 99.

Vanaf 15 juni 2008 voegt de Gemeenschap de subperiodes van de drie bestaande tariefcontingenten voor makreel (volnummers 09.0760, 09.0763 en 09.0778) samen tot een periode van 15 juni tot en met 14 februari.

## Artikel 5

Vertegenwoordigers van de Europese Gemeenschap en Noorwegen komen vóór eind 2007 bijeen om de mogelijkheid te onderzoeken of de oorsprongsregels bedoeld in Protocol 3 bij de Overeenkomst ook kunnen worden toegepast voor producten vallende onder de briefwisseling betreffende de handel in vis van 16 april 1973.

## Artikel 6

Dit protocol wordt door de Europese Gemeenschap en Noorwegen bekrachtigd of goedgekeurd volgens hun eigen procedures. De akten van bekrachtiging of goedkeuring worden nedergelegd bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie. Het treedt in werking op de dag volgende op die waarop de laatste akte van bekrachtiging of goedkeuring is nedergelegd, op voorwaarde dat de akten van bekrachtiging of goedkeuring van de volgende aanverwante overeenkomsten eveneens zijn nedergelegd :

- i) Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte;
- ii) Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Bulgarije;
- iii) Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling tussen de Europese Gemeenschap en het Koninkrijk Noorwegen betreffende een samenwerkingsprogramma voor economische groei en duurzame ontwikkeling in Roemenië; en
- iv) Aanvullend Protocol bij de overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek IJsland naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie.

## Artikel 7

Dit protocol is opgesteld in twee exemplaren in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Noorse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische en de Zweedse taal. Alle teksten zijn gelijkelijk authentiek.

Gedaan te Brussel, de vijftiengste juli tweeduizend zeven.

Voor de Europese Gemeenschap

Voor het Koninkrijk Noorwegen

### **Informatie over de voorlopige toepassing van de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte en vier daarmee verband houdende overeenkomsten**

Aangezien de procedures die nodig zijn voor de voorlopige toepassing van de overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië aan de Europese Economische Ruimte en vier daarmee verband houdende overeenkomsten, afgerond zijn op 25 juli 2007, worden deze overeenkomsten voorlopig toegepast vanaf 1 augustus 2007.

De bepalingen van het Aanvullend Protocol bij de overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en IJsland naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie en het Aanvullend Protocol bij de overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en het Koninkrijk

Noorwegen naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië tot de Europese Unie die betrekking hebben op nieuwe en gewijzigde tariefcontingenten van toepassing op de invoer in de Gemeenschap van bepaalde vis- en visserijproducten van oorsprong uit de Republiek IJsland en het Koninkrijk Noorwegen worden echter voorlopig toegepast vanaf 1 september 2007.

**Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie  
à l'Espace économique européen, et l'Acte final, faits à Bruxelles le 25 juillet 2007**

Etats/Organisation	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur locale
ALLEMAGNE	25/07/2007	Ratification	06/07/2009	09/11/2011
AUTRICHE	25/07/2007	Ratification	03/06/2008	09/11/2011
BELGIQUE	25/07/2007	Ratification	29/03/2010	09/11/2011
BULGARIE	25/07/2007	Ratification	29/02/2008	09/11/2011
CHYPRE	25/07/2007	Ratification	10/07/2009	09/11/2011
Communauté européenne	25/07/2007	Ratification	08/11/2011	9/11/2011
DANEMARK	25/07/2007	Ratification	04/08/2008	09/11/2011
ESPAGNE	25/07/2007	Ratification	25/03/2009	09/11/2011
ESTONIE	25/07/2007	Ratification	13/01/2009	09/11/2011
FINLANDE	25/07/2007	Ratification	18/04/2008	09/11/2011
FRANCE	25/07/2007	Ratification	12/02/2009	09/11/2011
GRECE	25/07/2007	Ratification	12/09/2011	09/11/2011
HONGRIE	25/07/2007	Ratification	20/11/2007	09/11/2011
IRLANDE	25/07/2007	Ratification	22/01/2008	09/11/2011
ISLANDE	25/07/2007	Ratification	30/07/2007	09/11/2011
ITALIE	25/07/2007	Ratification	29/06/2010	09/11/2011
LETTONIE	25/07/2007	Ratification	03/04/2008	09/11/2011
LIECHTENSTEIN	25/07/2007	Ratification	08/01/2008	09/11/2011
LITUANIE	25/07/2007	Ratification	14/05/2008	09/11/2011
LUXEMBOURG	25/07/2007	Ratification	15/06/2009	09/11/2011
MALTE	25/07/2007	Ratification	29/05/2008	09/11/2011
NORVEGE	25/07/2007	Ratification	31/08/2007	09/11/2011
PAYS-BAS	25/07/2007	Ratification	10/03/2008	09/11/2011
POLOGNE	25/07/2007	Ratification	24/06/2008	09/11/2011
PORTUGAL	25/07/2007	Ratification	28/10/2009	09/11/2011
ROUMANIE	25/07/2007	Ratification	23/05/2008	09/11/2011
ROYAUME-UNI	25/07/2007	Ratification	19/05/2008	09/11/2011
SLOVAQUIE	25/07/2007	Ratification	04/12/2007	09/11/2011
SLOVENIE	25/07/2007	Ratification	21/04/2008	09/11/2011
SUEDE	25/07/2007	Ratification	23/04/2008	09/11/2011
TCHEQUE REP.	25/07/2007	Ratification	29/04/2009	09/11/2011

**Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Bulgarije en Roemenië  
aan de Europese Economische Ruimte, en de Slotakte, gedaan te Brussel op 25 juli 2007**

Staten/Organisatie	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
BULGARIJE	25/07/2007	Bekrachtiging	29/02/2008	09/11/2011
BELGIE	25/07/2007	Bekrachtiging	29/03/2010	09/11/2011
CYPRUS	25/07/2007	Bekrachtiging	10/07/2009	09/11/2011
DENEMARKEN	25/07/2007	Bekrachtiging	04/08/2008	09/11/2011
DUITSLAND	25/07/2007	Bekrachtiging	06/07/2009	09/11/2011
ESTLAND	25/07/2007	Bekrachtiging	13/01/2009	09/11/2011
Europese Gemeenschap	25/07/2007	Bekrachtiging	08/11/2011	09/11/2011
FINLAND	25/07/2007	Bekrachtiging	18/04/2008	09/11/2011
FRANKRIJK	25/07/2007	Bekrachtiging	12/02/2009	09/11/2011
GRIEKENLAND	25/07/2007	Bekrachtiging	12/09/2011	09/11/2011
HONGARIJE	25/07/2007	Bekrachtiging	20/11/2007	09/11/2011
IERLAND	25/07/2007	Bekrachtiging	22/01/2008	09/11/2011
IJSLAND	25/07/2007	Bekrachtiging	30/07/2007	09/11/2011
ITALIE	25/07/2007	Bekrachtiging	29/06/2010	09/11/2011
LETLAND	25/07/2007	Bekrachtiging	03/04/2008	09/11/2011
LIECHTENSTEIN	25/07/2007	Bekrachtiging	08/01/2008	09/11/2011
LITOUWEN	25/07/2007	Bekrachtiging	14/05/2008	09/11/2011
LUXEMBURG	25/07/2007	Bekrachtiging	15/06/2009	09/11/2011
MALTA	25/07/2007	Bekrachtiging	29/05/2008	09/11/2011
NEDERLAND	25/07/2007	Bekrachtiging	10/03/2008	09/11/2011
NOORWEGEN	25/07/2007	Bekrachtiging	31/08/2007	09/11/2011
OOSTENRIJK	25/07/2007	Bekrachtiging	03/06/2008	09/11/2011
POLEN	25/07/2007	Bekrachtiging	24/06/2008	09/11/2011
PORTUGAL	25/07/2007	Bekrachtiging	28/10/2009	09/11/2011
ROEMENIE	25/07/2007	Bekrachtiging	23/05/2008	09/11/2011
SLOVAKIJE	25/07/2007	Bekrachtiging	04/12/2007	09/11/2011
SLOVENIE	25/07/2007	Bekrachtiging	21/04/2008	09/11/2011
SPANJE	25/07/2007	Bekrachtiging	25/03/2009	09/11/2011
TSJECHISCHE REP.	25/07/2007	Bekrachtiging	29/04/2009	09/11/2011
VERENIGD KONINKRIJK	25/07/2007	Bekrachtiging	19/05/2008	09/11/2011
ZWEDEN	25/07/2007	Bekrachtiging	23/04/2008	09/11/2011